

chemin de traverse

revue transdisciplinaire d'éducation à l'environnement



n° 8 – solstice d'hiver 2008

« La solidarité internationale »

chemin de traverse



n° 8 – solstice d'hiver 2008

ISBN : 978-2-9527223-3-9
dépot légal à parution

maquette & mise en pages Véronique Pitte, Die – Veropit@orange.fr
photo de couverture Denis Charron, Madagascar, octobre 2008
impression sur papier recyclé imprimerie Cayol, Die

Chemin de Traverse est une publication de l'association
Les Amis de Circée

Quartier Saint-Ferréol, 26410 Menglon
tél. 33 0 (4) 75 21 87 08 - amisdecircee@wanadoo.fr

www.amisdecircee.fr

*Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs
et n'engagent pas l'association Les Amis de Circée*

Directrice de publication

Renée-Paule Blochet

Secrétaire de rédaction

Jacqueline Charron

Comité de rédaction

Renée-Paule Blochet

Jacqueline Charron

Kheira Mallion

Jane Martin

Comité de relecture

Maryse Clary

Lucie Sauvé

Michela Mayer

Conseil scientifique et correspondants étrangers

Gérard Bonhoure

*inspecteur général de l'Éducation nationale de Sciences de la Vie et de la Terre,
responsable de l'éducation à l'environnement pour un développement durable au niveau français*

Maryse Clary

*maître de conférence honoraire à l'IUFM d'Aix-Marseille,
spécialiste en éducation à l'environnement pour un développement durable*

Cécile Fortin Debart

*docteur en muséologie et médiation des sciences,
consultante indépendante, associée à l'équipe de recherche "muséologie et médiation des
sciences" du Muséum d'histoire naturelle, Paris*

Pierre-Antoine Landel

maître de conférence à l'Institut de géographie alpine de Grenoble, CERMOSEM

Michela Mayer

*(Italie) universitaire spécialiste en éducation à l'environnement pour un développement durable,
présidente de l'Environmental Schools Initiatives, ENSI*

Philippe Meirieu

*professeur des universités,
directeur de l'Institut universitaire de formation des maîtres, Lyon*

Thierry Thouvenot

chargé de mission en développement durable

Abonnement
Chemin de Traverse
2 numéros par an

NOM OU RAISON SOCIALE _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

COURRIEL _____

adhérent France	20 €
adhérent étranger	25 €
non-adhérent France	25 €
non-adhérent étranger	30 €

règlement par chèque à l'ordre de
Les Amis de Circée
Quartier Saint-Ferréol, 26410 Menglon

sommaire

11 édito

éclairages

17 L'éducation à l'environnement pour un développement durable :
tour de Babel ou polylogue interculturel ?

33 Éducation à l'environnement et solidarité internationale

41 Le commerce équitable : un des maillons du développement durable ?

parcours

57 La construction d'un projet global d'éducation à la citoyenneté internationale :
le cas de pays de Savoie solidaires dans le département de la Savoie

67 Éduquer pour une consommation plus responsable

71 Construction d'une école à Madagascar
Projet de solidarité internationale

mouvances & réseaux

81 Le Réseau francophone de recherche en éducation relative à l'environnement

87 La Fondation suisse d'éducation pour l'environnement

lectures

93 *L'Avenir de l'eau*, Erik Orsenna

101 *L'Afrique au cœur de l'Europe*, André Julien Mbem

103 *Quels futurs pour l'éducation en Afrique ?*, Pierre Fonkoua

édito

En ce début de troisième millénaire, l'humanité n'a jamais disposé d'autant de ressources matérielles et de richesses humaines. Et pourtant, du Nord au Sud, le déséquilibre mondial est multiforme, le « mal développement » général. Personne ne doute qu'un autre monde soit souhaitable tant celui qui existe est menaçant et menacé. Mais quel monde? Organisé selon quelles lignes de force principales? Obéissant à quel principe de cohérence central? Selon sa sensibilité, sa trajectoire intellectuelle, religieuse ou idéologique propre, chacun s'inquiêtera et aura envie d'agir. Mais par où commencer? À quoi s'attaquer en priorité? Qui doit et qui peut faire quoi? Et comment permettre une mobilisation en faveur d'une réelle solidarité internationale, pour construire, à terme, des rapports sociaux et économiques équitables et un développement durable pour toute la population mondiale?

Passer à l'action veut dire se situer et comprendre, avoir obtenu des réponses à ses questions et inquiétudes, s'être inscrit dans une démarche qui au-delà de l'information permet de choisir en citoyen éclairé et responsable face aux multiples champs d'action possibles; passer à l'action c'est avoir bénéficié d'une éducation spécifique, la démarche éducative permettant en effet, à chacun de sortir de la confusion pour mieux aborder la complexité et le choix réfléchi.

L'éducation au développement et à la solidarité internationale, par une meilleure compréhension des inégalités au Nord comme au Sud, des interdépendances dans le processus de mondialisation, de la complexité des mécanismes sources d'inégalités sociales, économiques et culturelles, ouvre une réflexion autour de solutions efficaces pour construire un monde solidaire.

C'est une éducation dynamique, ouverte à la participation active et créative, orientée vers le changement et l'action. Elle peut être vue comme composante d'une citoyenneté responsable à dimension internationale. Il ne s'agit pas de choisir à la place du citoyen, ni de lui imposer un type de réflexion et des attitudes à adopter mais de lui offrir la possibilité de remettre en question sa place dans la gestion de la planète, de lui donner les moyens, par l'information, l'appel à la réflexion et à

L'action de décider de ce qui est de nature à fonder un choix de citoyen du monde responsable et solidaire.

Cette éducation est avant tout un processus, un mouvement en évolution qui opère des liens entre plusieurs actions, entre plusieurs idées, entre plusieurs pays. Sa spécificité, par rapport à d'autres processus de formation, se situe dans son internationalité qui lui confère une puissante dynamique par l'apport d'arguments originaux et de nouvelles approches dans la connaissance.

L'éducation au développement et à la solidarité internationale vise à changer les mentalités et les comportements de chacun afin de construire collectivement un monde juste, solidaire et durable. Elle informe non seulement sur les causes de la pauvreté et du mal développement, mais elle éveille également l'esprit critique et présente des alternatives et des propositions d'engagement accessibles à chacun. C'est un acte éducatif, politique, ancré sur une valeur partagée : la solidarité entre partenaires décidés à agir ensemble pour la transformation des relations entre tous les « Nord » et tous les « Sud ».

Éduquer au développement, c'est, pour les éducateurs que nous sommes, changer dès le plus jeune âge, le regard souvent misérabiliste, réducteur et négatif porté sur « les pays du Sud », pour favoriser la rencontre, valoriser les richesses culturelles et humaines et interroger l'action.

L'éducation au développement et à la solidarité internationale représente aujourd'hui un enjeu d'intérêt public ; elle est mise en œuvre par une multitude d'acteurs publics ou privés qui partagent le souci de donner des clés de lecture pour développer le sens critique et l'ouverture au monde.

C'est à ces différentes catégories d'acteurs que ce nouveau numéro de Chemin de Traverse prête la plume. Ils appartiennent à des structures diverses, ils sont acteurs de démarches individuelles ou collectives touchant à l'éducation à la solidarité, à l'environnement, à la paix, à la citoyenneté, au commerce équitable, à la consommation.

Des démarches et des façons d'agir très diverses dont le contenu et l'évolution restent l'objet d'un questionnement permanent, d'une analyse critique : c'est ce qui fait que chacune a vocation à participer à ce mouvement d'éducation en faveur de la solidarité et des droits humains.

Renée-Paule Blochet
présidente de l'association "Les Amis de Circée"

éclairages



L'éducation à l'environnement pour un développement durable : tour de Babel ou polylogue interculturel ?

*« Il faut purifier notre regard et ouvrir humblement
notre esprit et notre connaissance individuels à ceux de
l'ensemble du monde ». Te Ahukaramu Charles Royal¹*

Introduction

La diversité : passage indispensable pour construire l'unité ?

Dans les discours sur les nouveaux défis auxquels l'humanité est confrontée, tels que l'impératif de sauvegarder l'environnement pour les générations futures et les fossés économiques qui continuent à se creuser au sein des nations du monde et entre elles, il est reconnu que des changements radicaux sont en train de se produire à l'échelle *mondiale*. Ce constat n'est pour autant très rarement suivi d'une autre reconnaissance, pourtant logique, que les réponses à ces défis seraient à chercher également « à l'échelle mondiale », c'est à dire dans les richesses du savoir, du savoir-faire et du savoir-être de toutes les composantes de l'humanité.

La rhétorique internationale sur les problèmes « mondiaux » masque la diversité culturelle malgré le fait que celle-ci aussi est « mondiale ». C'est que dans les relations politiques et économiques internationales, les systèmes à l'œuvre sont majoritairement formulés et communiqués en une ou deux langues occidentales, et par conséquence aussi en *termes* occidentaux. Et cela masque une autre réalité. Il existe au sein des élites cosmopolites une tendance à se référer à des concepts compris seulement par

Edith SIZOO

Néerlandaise, socio-linguiste, elle a travaillé dans le cadre de la Coopération au développement à Hong-Kong et en Inde, au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, comme directrice de la fédération des ONG néerlandaises, puis à Bruxelles avec le réseau Cultures et Développement comme coordinatrice internationale et responsable des programmes « Langues et communication interculturelle » et « Féminité et transformations sociales ». Depuis 2003, elle coordonne le Comité international de la charte des responsabilités humaines.

edith.sizoo@laposte.net
<http://www.charter-human-responsibilities.net>

elles. Des notions comme « démocratie », « (bonne) gouvernance », « transparence », « solidarité », « durabilité », « développement », « droits de l'homme », « terrorisme », etc., sont utilisés de façon désinvolte, *comme si* on les percevait partout de la même façon. Cependant, quand ces mêmes élites doivent appliquer ces concepts « communs » dans leur pays ou dans leur entreprise, elles se trouvent confrontées au fait que les communautés locales, enracinées dans toutes sortes d'histoires et de contextes culturels, conçoivent et appliquent ces notions d'une autre façon. L'usage international d'une *lingua franca* dominante peut donc *masquer* les différences (culturelles) authentiques ². Se pose alors la question : est-il nécessaire de passer par un processus d'apprentissage de l'art de l'écoute interculturelle ? Est-il indispensable de saisir le *sens* de la diversité culturelle, de l'*explicitier* afin de découvrir ce qui nous rassemble, et ce qui est plus : afin de pouvoir *agir* ensemble pour relever les défis du XXI^e siècle ? Les lignes qui suivent essaient de donner une réponse à cette question. Elles sont basées sur deux recherches que j'ai menées avec deux groupes interculturels différents qui ont abouti à deux livres : *Ce que les mots ne disent pas* ³ et *Responsabilité et Cultures du monde* (voir note 2).

Dimensions culturelles

La culture commence là où le dictionnaire s'arrête et où le linguiste découvre le sens profond des mots ⁴. C. J. Moore

Peut-on « dire » une culture dans la langue d'une autre ? « Un mot est-il traduit une fois qu'il est traduit ? » ⁵ Les traducteurs le savent : un dictionnaire n'est pas un manuel de traduction. Comme l'a bien décrit le philosophe Raimon Panikkar, lui-même d'origine espagnole/indienne : lorsqu'on traduit des concepts, on découvre que les équivalents ne sont pas symétriques. Par exemple, en partant du contexte européen, on pourrait voir dans la notion indienne de Dharma un équivalent des droits de l'homme. Mais si l'on partait du contexte indien pour chercher en Europe un équivalent du Dharma, on aboutirait probablement à la religion ⁶. Lors du passage d'une langue à une autre, les concepts changent, et avec eux la constellation d'associations qui leur sont rattachées et qui leur donnent tout leur sens.

Quand il s'agit d'un effort d'éclairer l'arrière-plan des différences culturelles, un regard plus appuyé sur leur nature s'impose. Quelles dimensions de la culture interviennent ici ? Parmi les nombreux aspects possibles, je voudrais souligner deux dimensions fondamentales qui pourraient aider à situer la variété des conceptions culturelles ⁷.

La première est la dimension *cognitive* : qu'est-ce que les êtres humains reconnaissent comme le « monde » ? Qu'est-ce qu'ils reconnaissent comme en faisant partie, quels en sont les composants ? Comment ces composants sont-ils reliés entre eux ?

La seconde est la dimension *évaluative* : comment les êtres humains évaluent-ils ce qu'ils reconnaissent comme existant ? Comment expriment-ils leur appréciation ? Comment hiérarchisent-ils leurs valeurs ?

Ces deux dimensions sont souvent ancrées dans la conception d'une force unifiante qui, on le verra, influence aussi la compréhension des concepts et valeurs dont il est question ici.

Concepts et valeurs

Le concept de « l'environnement » : le monde, ses composants et leur relation entre eux

Notre conception de ce qui est inclus dans le monde dépend d'abord de la façon dont nous percevons notre environnement, ce qui nous entoure, ce qui en fait partie, et comment tous ces éléments sont reliés.

Dans certains contextes, les limites de cette relation sont suffisamment souples pour qu'on passe sans transition des relations humaines aux relations avec le monde des êtres invisibles mais présents et agissants (ancêtres, esprits), le monde vivant non humain, qui s'étend parfois à tous les éléments vivants de la nature et du cosmos. « Les conceptions indigènes voient la terre et le monde comme en vie, comme conscients et animés d'une énergie éternelle [...]. Nous résidons à l'intérieur du « réseau de la vie » (« the life web »), le monde naturel n'étant qu'un réseau complexe de relations interdépendantes »⁸.

Dans la plupart des cultures africaines, explique Isidore Ndaywel è Nziem⁹, la personne est essentiellement vue comme inscrite dans une communauté. Et cette communauté inclut aussi ceux qui ont quitté le monde visible. Le monde invisible comprend les ancêtres et les esprits locaux (bons et mauvais), alors que le monde visible comprend les êtres humains vivants, les animaux, les plantes et les minéraux. « Les morts ne sont pas morts. Ils vivent au pied des vallées, dans les sources de rivières ou sous les racines d'arbres et reprennent corps dans les enfants qui naissent. Ils puissent être invoqués en cas de besoin. Les interrogations existentielles sur la vie, la mort, la naissance, la maladie et la présence envahissante de la nature étaient sans doute autant d'éléments qui justifiaient la pertinence de la croyance en l'existence d'un au-delà, où seraient secrétées ces « forces vitales », les bienveillantes tout autant que les malveillantes. Les ancêtres étaient précisément ces intermédiaires bienveillants qui veillaient sur les « vivants » de la famille et assuraient leur protection. D'où la nécessité d'être en communion avec eux et de leur être agréable ».

Dans certains contextes culturels, par exemple celui des peuples indigènes des Andes, la notion de « nous » comprend non seulement les êtres humains, mais s'étend à tout ce qui vit dans le monde du visible aussi bien que dans le monde de l'invisible. La notion de communauté, « ayllu », et de parenté n'y est pas réduite à ce qu'on entend généralement par l'organisation sociale. L'acception andine du « ayllu » est expliquée très clairement par Grimaldo Rengifo Vasquez¹⁰ comme suit : « Le « ayllu » est une communauté de parents se composant d'êtres humains (« runas »), de membres de la nature (« salqa ») et de membres de la communauté des déités (« huacas »). [...] Le mot « parents » est étendu aussi aux plantes cultivées

– à la « chakra ». Les paysans andins considèrent les pommes de terre de leur « chakra » comme leurs filles, et quand il s'agit d'une nouvelle espèce récemment intégrée, elles sont appelées « belles-filles ». [...] Les montagnes sont considérées comme les grands-pères, étendant ainsi la parenté à la collectivité des « huacas » (détités). [...] Puisque tous font partie de la famille étendue (à tous les êtres vivants), il n'y a pas d'orphelins dans le « ayllu » et la notion de solitude n'existe pas ; à sa place il y a l'affection. » (Trad. É. Sizoo)

Dans ces contextes, les relations entre les humains et ce qui dépasse l'humain sont vues comme une interaction. Cela révèle en même temps comment l'être humain lui-même est vu, et surtout dans quelle mesure l'individu apparaît comme *intégré* dans son environnement.

Makarand Paranjape (Inde) évoque « le moi » et affirme que, même si les idées changent et sont historiquement conditionnées, une perspective métaphysiquement « non duelle » persiste. Tout au long de son histoire, l'Inde n'a connu aucun changement fondamental dans l'idée de l'indivisibilité et de l'interdépendance de tous les éléments du cosmos, entre la matière, la vie, l'esprit et, au-dessus de l'esprit, les royaumes supramentaux de la surconscience. « Un problème récurrent dans la philosophie occidentale reste la justification de l'altruisme », mais « c'est seulement dans l'ancienne pensée indienne, et surtout dans les Upanishad, que cette question me paraît trouver une réponse satisfaisante. Nous pouvons aimer nos prochains comme nous-mêmes parce qu'en fin de compte, ils *sont* nous-mêmes »¹¹.

« Le monde » en langue arabe, « Aâlam », signifie littéralement signe, trace, empreinte. Dans l'imaginaire arabe, le monde est considéré comme un ensemble de signes du Créateur, il est le reflet de la majesté divine. Le monde d'ici-bas est considéré dans l'Islam comme un passage, il n'est pas synonyme de durée, et l'homme est un voyageur de l'éternité, un nomade. Le vrai monde est ailleurs. La formule récurrente en islam : « *din wa dunya* » suggère une relation indissociable entre la religion (« *din* ») et le monde (« *dunya* »). Ce lien est consubstantiel à l'être arabo-musulman, d'où les difficultés quant au statut de la religion dans les sociétés musulmanes, y compris actuellement¹².

Ces perceptions de l'individu et de sa relation à l'environnement semblent s'opposer clairement à celles qui se dégagent des contextes occidentaux où l'être humain est vu comme plus ou moins *séparé* de son environnement.

Dans les contextes occidentaux l'accent est plutôt mis sur le « je » comme individu, comme être particulier et unique, par opposition au groupe social ou à l'institution, comme un être distinct de l'environnement plus large du monde vivant. C'est cette conception qui a donné naissance à la notion d'individualisme¹³.

Pour Clifford Christians, l'ossature conceptuelle de la vie américaine est cette autonomie individuelle qu'ont décrite John Stuart Mill et John Locke : « En termes lockéens, le moi est une substance mentale indépendante, dépourvue de toute relation spécifique avec d'autres substances mentales ; l'individu et la société vivent en

opposition naturelle »¹⁴. Se référant à l'analyse par Jacques Ellul¹⁵ de l'ordre technologique qui efface les ordres précédents, Clifford Christians note : « La nature et la société sont devenues des environnements secondaires, subordonnés et non plus fondamentaux. Elles subsistent, mais n'ont plus guère de pouvoir. Se manifeste une inquiétude générale pour l'environnement, mais aucun attachement durable ancré dans la nature. [...] Dans un pays industriel comme les États-Unis, la nature est conçue comme inerte, comme une ressource qu'on peut calibrer mathématiquement, disponible pour l'innovation technologique ».

Christoph Eberhard retrace l'évolution historique de la notion d'individu en Europe, la profonde influence du christianisme, puis l'avancée de la modernité, avec ses conséquences sur la relation entre individu et environnement : «...le christianisme [fait] de l'homme un être transcendant son être social. L'être humain devint en premier lieu homme et créature de Dieu [l'individu-hors-du-monde], avant d'être citoyen ou membre d'une société [l'individu-dans-le-monde] ». [...] Le protestantisme aurait achevé ce mouvement en dégageant l'individu de son appartenance à l'Église, le posant ainsi comme égal aux autres individus dans un champ social uniformisé et homogène, en l'instituant comme individu s'autosuffisant car « individu-en-relation-à-Dieu ». Cette dynamique éclaire aussi le rapport particulier à la nature qui a vu le jour en Europe. La nature est perçue essentiellement comme une matière à contrôler, à exploiter, à maîtriser. Les hommes en sont rendus « maîtres et possesseurs » selon la célèbre formule de Descartes »¹⁶.

En rejetant la parabole biblique du jugement dernier, selon laquelle l'homme doit rendre compte de ses actes devant Dieu, l'individu moderne « devient juge, accusé et législateur en même temps », écrit Ina Ranson en se référant à la pensée de George Picht¹⁷.

Ainsi que ces différences l'illustrent bien, ce que les hommes reconnaissent et apprécient comme faisant partie de « leur » monde varie d'un pays à l'autre, de même que la hiérarchie des valeurs. Lorsqu'il est question d'agir de manière responsable, qui et quoi faut-il prendre en compte ? Certains donnent la priorité aux êtres humains (les « droits de l'homme » !), d'autres se sentent tenus d'accorder autant, voire plus, d'attention aux ancêtres et aux divers éléments naturels.

Le concept de « développement »

L'idée occidentale de « développement » s'insère dans la conception du « temps-progrès », une conception très différente de celles du « temps illusion » de la philosophie bouddhiste, du « temps sacré et temps profane » dans le monde arabo-musulman, du « temps spirale » qui prévaut chez les peuples indigènes des Amériques, les Chinois et les peuples africains¹⁸.

L'idée occidentale du « développement » est parmi les concepts qui sont difficiles à traduire dans maintes langues non-occidentales, ainsi que ceux qui y sont étroitement liés : planification, stratégie, projets, évaluation, etc.

Les concepts de développement et de planification sont nés du désir de changement. Ils traduisent la furieuse envie de l'homme moderne de « façonner » l'avenir de l'humanité et de la terre, et de garder leur contrôle. Il est en phase avec la conception linéaire du temps, qui rend sa mesure possible et permet la mise en place de « stratégies » pour parvenir à changer le monde actuel. La notion de stratégie se marie parfaitement à l'idée de planification : dérivée du jargon militaire, elle signifie l'établissement de plans de manière à atteindre un but. Et au nom du « progrès »... les « projets » de développement sont projetés comme des projectiles dans le monde entier, que les receveurs en soient contents ou pas.

Est-il étonnant que les concepts de planification, de stratégies, de projets soient difficiles à traduire dans les langues africaines ? Un chef d'une communauté villageoise au Cameroun m'a raconté un jour comment sa communauté a vécu les effets du changement provoqué sous le nom de « développement ». Un coopérant français leur avait dit qu'il fallait concevoir un projet de développement. Mais s'ils voulaient obtenir de l'argent des donateurs européens, ils devraient pour cela établir une « planification » sérieuse. Comme aucun mot pour ces notions étrangères n'avait encore été inventé dans leur langue, quelqu'un leur a expliqué ce que les Occidentaux comprenaient par ces concepts. Une fois leur curiosité satisfaite, les villageois ont « traduit » ce qu'ils en avaient compris dans des mots de leur propre langue. Depuis lors, dans ce village, le développement se dit « créer la pagaille », la planification est rendue par « le rêve du Blanc », et projet veut dire « demander de l'argent en Europe ».

On comprend alors le soupir d'une vieille femme africaine qui remarquait : « Pourquoi n'essaies-tu pas, Mzungu (homme blanc) de comprendre l'esprit des Africains plutôt que de penser à leur capacité de travail ? Tu ne comprends pas que tes mots n'appartiennent pas à notre pensée ».

Non seulement le vécu de l'idée de « développement » dans son sens premier « processus d'épanouissement », mais aussi et surtout la manière dont cet idéal occidental a été mis en œuvre a provoqué des désillusions et critiques sévères parmi lesdits « bénéficiaires ». Comme l'écrit le Mexicain Gustavo Esteva : « Développement signifie avoir emprunté une route que d'autres connaissent mieux, être en chemin vers un objectif que d'autres ont atteint, faire une course dans une rue à sens unique. Le développement promet l'enrichissement, et, pour l'écrasante majorité, cela signifie en réalité la modernisation progressive de la pauvreté [...]. Nous avons vu par expérience, que nos capacités et nos qualités étaient inadéquates pour satisfaire nos désirs, une fois qu'ils étaient devenus des besoins de services industriels. Au nom du développement, nos aptitudes ont été transformées en manques. Pour produire le besoin d'éducation et donc la pénurie d'écoles, nos manières d'apprendre et la reconnaissance sociale de nos connaissances et sagesse ont d'abord été dépréciées et ensuite interdites. »¹⁹

Provoquer des changements, s'organiser, changer de style de vie, prendre des initiatives, inventer des stratégies à long terme : il y a, dans ce monde, nombre de gens qui veulent que les choses changent, qui cherchent à être encouragés dans leurs combats quotidiens et qui sont à l'affût de perspectives porteuses d'espoir

pour les générations futures, qui veulent joindre et unir leurs forces. Cependant, la manière dont ils conçoivent l'objet et la forme de leur engagement ne peut être séparée de leurs propres perspectives sur le monde, l'avenir, les valeurs et les pratiques sociales avec lesquelles ils s'identifient. L'action future ne peut pas non plus être séparée des expériences passées similaires (comme l'appel au « développement »), surtout quand elles sont perçues comme émanant du « Nord ». Une réalité qu'on ne saurait ignorer.

Les valeurs de « respect », de « responsabilité » et de « solidarité »

Une étude de F. Pellaud ²⁰ « met en avant la manière dont les futurs enseignants perçoivent et surtout désignent les valeurs qui relèvent directement du développement durable. Le *respect*, de l'autre, de l'environnement, de la vie, de la planète, (...), la *responsabilité* (...) et la *solidarité* qui implique l'idée de partage, l'équité et la justice sociale ».

Comme il a été évoqué plus haut, c'est dans la culture qu'un peuple définit et structure la perception de son univers et la façon dont il l'apprécie. Tout cela s'exprime à travers la langue, mais aussi à travers l'ordre de priorité des valeurs dans une situation concrète, la « hiérarchie des pratiques ²¹ ». Dans bien des parties du monde, la sagesse traditionnelle met l'accent sur des « universaux » comme le respect de la vie, la compassion envers autrui, la paix et l'harmonie, la justice, etc. Pourtant, il n'est pas toujours facile de les mettre en application, en partie parce que les situations concrètes imposent de choisir parmi toutes ces valeurs, ou du moins de décider lesquelles auront plus de poids et lesquelles en auront moins. Ainsi, on se trouve devant des dilemmes : qui de la paix ou de la justice, qui des intérêts économiques ou du souci de précaution environnementale doit l'emporter ? Le même problème dans une situation similaire ne sera pas résolu de la même façon par des individus culturellement, professionnellement, ou socialement différents. Leur ordre de priorités est différent, comme en témoigne leur comportement. Par exemple, dans certains pays, on pardonne à celui qui ne va pas travailler s'il explique qu'il a dû aller soigner un vieil oncle malade qui habite très loin (il a donc fait preuve de respect et a assumé sa responsabilité envers les anciens), alors que dans d'autres pays cette excuse n'est pas acceptée (parce que c'est plutôt le respect du contrat de travail qui prévaut) ²².

Certains aspects culturels restent inchangés pendant des siècles, tandis que d'autres disparaissent plus vite. Les cultures évoluent, elles sont par définition dynamiques car elles font partie de l'histoire des sociétés. Ces changements ne se font pas sans heurts : ils s'accompagnent souvent d'une certaine confusion, d'ambiguïtés, voire de conflits.

Les valeurs de « respect », de « solidarité » et de « responsabilités » ne sont pas des valeurs absolues. Elles sont *relationnelles*.

Il y a des gens qui n'aiment point parler de valeurs car, disent-ils, des valeurs comme respect, amour, compassion, tolérance, etc. n'existent pas. Il n'y a que les *preuves*

de respect, amour, compassion, tolérance, qui existent. Ce qui compte c'est donc la pratique de ces valeurs. Et là, de nouveau, ce sont les priorités qu'on attribue à certaines relations sur d'autres qui sont déterminantes.

Dans les conceptions indigènes décrites depuis la perspective maorie, le « sens de responsabilité mutuelle ne s'appuie pas sur des notions « humanitaires » (qu'on pourrait considérer comme fondées sur un réseau d'individus autonomes), mais sur la conscience fondamentale de notre origine commune, de notre participation commune à « une seule vie ». Lorsqu'il met en œuvre ses responsabilités, le Kaitiaki (individu qui prend soin, qui protège) n'a donc pas plein pouvoir pour imposer sa volonté à l'univers. Au contraire, il « cherche dans le monde naturel un guide, un maître, qui lui offre un modèle ou un ensemble de modèles à suivre. « Que me dit l'écosystème ? » « Que m'apprend ce cours d'eau ? » : voilà le genre de questions que se pose le Kaitiaki. En tentant d'y répondre, par le biais de l'observation, le Kaitiaki utilise son esprit rationnel, ses sens et ses connaissances accumulées grâce aux expériences antérieures, l'ensemble des savoirs auxquels il a accès ». (C. Te Ahukaramu Royal et B. Martin) ²³.

Selon les traditions indiennes, il faut avoir une action positive dans son environnement, en suivant son Dharma. Makarand Paranjape avance que la signification profonde de responsabilité s'incarne dans une combinaison du Dharma et du Karma. Le Dharma est plus que le devoir, il « signifie approximativement voie, chemin, quête de la vertu et du bien, principe qui soutient la vie et la société. [...] Le Karma est la causalité. Chacun récolte ce qu'il a semé. [...] Tel est le message de la *Bhagavad-Gita*, l'un des textes spirituels les plus chéris de l'Inde. Détachés des fruits de nos actions, nous pouvons agir sans nous attacher à ses récompenses. Il y a ainsi « action » sans « acteur » » ²⁴.

Présentant la version coranique de la Création, Tarek Al-Noman cite le verset 72 de la sourate Al-Ahzab : « Nous [= Dieu] avons proposé aux cieux, à la terre et aux montagnes la responsabilité (de porter les charges de faire le bien et d'éviter le mal). Ils ont refusé de la porter et en ont eu peur, alors que l'homme s'en est chargé ; car il est très injuste [envers lui-même] et très ignorant » [...]. Contrairement à la Genèse (de la Bible chrétienne) qui la représente comme un châtement, la responsabilité est ici dépeinte comme une initiative humaine entièrement volontaire. Une initiative qui est pourtant reliée à l'ignorance de l'homme et à son injustice envers lui-même et sa race, apparentes dans la description de l'homme par Dieu dans le verset cité plus haut [...]. Ce verset introduit un autre enjeu central : le fait que les êtres inintelligents, les cieux, la terre et les montagnes, sont plus sages que l'être [humain] intelligent. D'où l'affirmation que l'homme est ignorant et injuste. Ce verset présente un paradoxe important : en endossant volontairement la responsabilité, l'homme a commis l'acte irresponsable par excellence » ²⁵.

Une réflexion sur la notion chinoise de responsabilité est nécessairement liée à la pensée confucéenne mise en œuvre comme socle du système politique et éducatif entre l'an 124 avant notre ère et 1911. Après avoir été banni de l'éducation

pendant la longue période du régime communiste maoïste, un nouvel intérêt pour les idées confucianistes a assez récemment vu le jour dans la Chine moderne. Les autorités chinoises craignent que le développement technologique et la croissance économique débridés ne mènent qu'à la recherche de liberté individuelle et minent un sens de responsabilité pour le collectif. « Alors que pour le confucianisme, la bonne conduite morale commence par la préservation de la nature dans son état originel, dont il fait la clé du bonheur, le taoïsme, de son côté, conçoit l'homme et la nature comme une unité génératrice d'harmonie. Le néo-confucianisme combine ces croyances et pratiques respectives. La société chinoise met donc l'accent sur la complémentarité avec la nature plutôt que l'inverse. Toute chose est conçue comme le terme d'une opposition active, qui crée la synthèse et l'harmonie plutôt que le conflit. Ceci mène à la solidarité et à la tolérance, et au concept de Yin-Yang à l'origine de toute l'aventure intellectuelle chinoise classique. Le Yin et le Yang sont sans doute nés, à la base, de la curiosité naturelle d'une population agraire très proche de la nature, à l'écoute du rythme de la terre-mère. Toute chose, la terre cultivable y compris, est le fruit d'une interaction entre le Yin et le Yang. La réponse réside ainsi dans le « Tao », chemin que doit suivre le/la Taoïste pour atteindre l'harmonie et l'équilibre. » (Chan Ngai Weng) ²⁶.

Dans les contextes occidentaux, il semble être devenu beaucoup plus difficile de définir les bases du comportement moral, et donc de la responsabilité personnelle.

Évoquant les conceptions successives de la responsabilité dans la philosophie allemande, Ina Ranson montre que, tout au long de l'histoire, l'Allemagne et l'Europe dans son ensemble ont cherché un moyen d'ancrer la moralité. Faut-il la fonder sur un système juridique, sur la parole révélée de Dieu, sur la conscience « naturelle » de l'être humain, sur une attitude d'écoute mutuelle, ou sur une conscience collective nourrie par la peur pour la planète en danger ?

Quand Clifford Christians (États-Unis) signale les tendances du monde industrialisé vers une société caractérisée par l'instrumentalisme de l'ordre technologique, la porte est ouverte à une perception de l'action qui, en soi, est très appréciée, mais qui est de moins en moins associée à la qualité des connotations sociales et morales. La qualité de l'acte est remplacée par la recherche de quantité. Se référant au classique de Jacques Ellul, *La Technique, ou l'Enjeu du siècle*, il écrit : « Nous nous soucions d'efficacité en termes de coût et de temps, de questions administratives privées de toute dimension morale ».

Quant à la valeur de « solidarité », écoutons quelques voix qui jettent des lumières diverses sur cette notion ²⁷ :

YU Shuo, Chine

« Le mot « solidarité » est traduit dans l'usage courant par « tuan jie ». Ce dernier a une connotation communiste pure et dure qui évoque des souvenirs de la « grande solidarité des prolétaires de tous les pays » pendant l'époque de Mao (...). Une expérience pénible.... »

Ghalib Hussein, Inde

« En Inde, les villageois construiraient ensemble un puits sans y penser. On n'attend pas de l'autre qu'il dise « merci », parce que cela romprait la nature automatique de l'aide collective mutuelle. Elle se base sur un accord implicite mutuel au sein de la communauté. Si quelqu'un a un problème, il n'a pas besoin de demander de l'aide. La réciprocité est le ciment de la communauté. C'est pourquoi, dans certaines cultures, les mots ne se disent pas toujours parce qu'en étant prononcés, ils briseraient quelque chose. Les langues qui ont un mot pour « merci » représentent souvent des sociétés où ce partage mutuel ne prévaut pas. »

Youssoupha Gueye, Sénégal

« La solidarité s'étend aussi au monde des animaux et à la nature. La solidarité et la responsabilité sont des devoirs pour toutes les personnes qui ne veulent pas être mises à l'écart de la société. Ces notions font référence à la générosité, à l'hospitalité, à l'entraide, au partage et à la compassion. Le « partage » (en Wolof : « bokk ») n'a pas, dans la société sénégalaise, cette connotation matérialiste qu'on veut lui donner. On partage aussi bien dans le bonheur que dans le malheur, on partage par l'affection, par des mots ou par une visite. Outre les relations humaines qu'elle met en exergue, la solidarité ou « j'appoo » renvoie également aux relations entre l'être humain et les animaux et entre l'être humain et son milieu naturel. Dans la société wolof, ces notions ne sont pas que des slogans, ils sont un comportement, une façon de vivre et d'agir. »

Agustí Nicolau Coll, Catalogne/Espagne

« Le mot solidarité m'apparaît froid, utilitariste et pragmatique. [...] On devient solidaire, non pas par amour (caritas) mais parce que sinon, on se noie tous ensemble. Il s'agit d'une façon artificielle de contrebalancer l'individualisme (occidental) dominant. »

Heleen Ter Ellen, Pays-Bas

« Dans mon pays, l'anonymat connote la notion de « solidarité ». Elle n'est pas nécessairement liée au groupe auquel on appartient (par exemple les « comités de solidarité » pour les indigènes guatémaltèques ou pour les victimes de l'apartheid en Afrique du Sud, etc.). On ne l'utilise pas dans le cadre des relations familiales ou amicales. Elle est liée à l'idéologie socialiste et implique une co-responsabilité active vis-à-vis de ceux qui sont dans une situation de privation. Elle est aussi aux fondements du système de la sécurité sociale de l'État. Les gens trouvent tout à fait normal de payer des impôts à l'État chargé de la redistribution des richesses. »

Noufissa Sbai, Maroc

« Dans ma vie quotidienne, je côtoie des femmes et des hommes qui se débattent pour survivre. Devant ces situations vraies, où les mots sont inutiles puisque la réalité crève les yeux et où prime l'urgence de trouver à manger, un toit pour dormir et des vêtements pour se couvrir, les mots « solidarité » et « responsabilité » me semblent dérisoires voire absurdes. Par le fait de les avoir banalisés dans des utilisations passe-partout, ils ont fini par ne plus être porteurs de leur vraie signification. »

Où chercher l'unité dans la diversité ?

Le grand détour que nous venons de faire à travers la diversité des cultures, des perceptions du monde, des relations entre tout ce qui vit, des priorités accordées à certaines valeurs plutôt qu'à d'autres, pose évidemment la question de savoir où chercher de l'unité dans la diversité.

Les conclusions que j'ai tirées des deux démarches interculturelles de recherche, mentionnées dans l'Introduction, me paraissent toujours valables : le cœur battant de l'action commune pour un monde plus vivable et plus juste est nourrie par des aspirations partagées. Celles-ci peuvent donner lieu à des priorités différentes selon la diversité des contextes, mais elles se retrouvent généralement autour de quelques valeurs de base : la **sécurité** comme pré-condition pour la **dignité** de l'être humain.

Ces aspirations peuvent se traduire en actions locales visant à améliorer des conditions de vie, et surtout de survie, à prévenir des conflits, à combattre des situations d'injustice, et à préparer un avenir où des générations futures puissent exercer leurs responsabilités, leurs droits et devoirs en tant qu'habitants reconnus et respectés de leur pays. Mais ces aspirations peuvent se traduire également en action commune trans-locale vis-à-vis des causes globales.

Relever le défi du principe de diversité dans le cadre de « l'unité », implique l'acceptation que les sécurités propres à chacun sont pertinentes pour certains mais relatives pour d'autres.

Les gens vivant dans des conditions d'insécurité agiront, à bien des égards, différemment et développeront des valeurs différentes de ceux vivant en situation de sécurité. Quand l'attention de ces derniers est centrée sur le niveau de vie, les premiers seront surtout préoccupés par la survie.

La précarité implique que les gens ne peuvent pas et ne vont pas prendre trop de risques. Ils n'agiront pas volontairement sur des idées générales. Ils examineront plutôt les possibilités d'action faites sur mesure ici et maintenant pouvant s'accorder avec leurs soucis et leurs intérêts propres, des possibilités qui sont en accord avec les pratiques apprises à la dure, avec l'appréciation de leur société et avec leur sagesse spirituelle.

Une autre conséquence de la sécurité/précarité est son rapport avec la « solidarité ». Quand ses propres besoins de survie et ceux de son groupe sont dans l'ensemble garantis, il est possible de s'inquiéter du bien-être de ceux qu'on ne connaît pas personnellement. En d'autres mots, la solidarité peut devenir « anonyme », c'est-à-dire étendue hors des frontières de la responsabilité directe de quelqu'un. Cependant, dans le cas contraire, la précarité impose une solidarité liée, restreinte au groupe auquel on appartient.

Quand il n'y a pas d'autorité supra-locale qui prend soin des gens quand ils sont vieux, malades, handicapés, sans emploi, opprimés et traités injustement, ils sont

alors forcés de se reposer sur les systèmes de soutien familial ou autres réseaux sociaux de relations – face à face – et de les cultiver.

La précarité rend aussi méfiant face aux projets grandioses de changer le « monde » au-delà du foyer. Accorder sa confiance aux chefs idéologiques (inter)nationaux est au-delà de l'horizon de ceux qui doivent se fier aux expériences enracinées dans « l'ici et maintenant ».

La fragilité de la vie dans des situations de précarité renforce le besoin de sécurité mentale, de comprendre le sens de la souffrance et un besoin impératif d'entrer en relation, de relier, d'être en contact avec les sources de la Vie : la Terre Mère et les forces divines. La spiritualité n'est pas quelque chose qui est additionnel et donc jetable, une façon vague de fuir la dureté des réalités quotidiennes, un opium pour ceux qui n'ont pas vu la lumière de la connaissance. Pour la majorité de l'humanité, c'est plutôt relié au souffle vital de la Vie et à la recherche de sens dans sa propre existence et dans tout ce qui existe. D'un état mental d'humilité et du silence de la contemplation interne peuvent émerger des pensées pour une action « responsable » répondant au proche et à l'immédiat.

Ce qui fait bouger les gens... ensemble

Le constat que l'action commune pour un monde plus vivable et plus juste est nourrie par des aspirations partagées, notamment la **sécurité** comme pré-condition pour la **dignité** de l'être humain, ne répond pas encore suffisamment à la question de savoir ce qui fait que les gens se mettent concrètement à travailler ensemble, malgré leurs différences.

Parmi une variété de réponses possibles, j'avance ici trois stimuli qui me semblent fondamentaux : le *do ut des*, des *menaces* qui touchent aussi bien l'intérêt individuel que des intérêts partagés, et *le sens d'appartenance*.

Do ut des ou le don n'est pas gratuit

Le modèle social du « moi je donne pour que toi tu donnes » dans la dynamique des relations humaines en est un des plus anciens au niveau de la vie communautaire. Mais il est également d'actualité comme stimulus pour coopérer aux niveaux nationaux et internationaux. L'un peut décider de coopérer avec l'autre -même si c'est temporairement contraire à son intérêt ou sa conviction- dans l'attente que ce dernier fasse la même chose à un autre moment.

Faire face à des menaces partagées

Dans certaines circonstances, c'est la conscience qu'il y a des menaces vitales auxquelles on ne saurait faire face que par des actions concertées, qui peut stimuler

de bouger ensemble. Une menace commune peut rapprocher des gens qui avant n'ont jamais ressentis un lien avec d'autres considérés comme ne faisant pas partie de leur « monde » (d'intérêts).

Autrement dit c'est une question de *se reconnaître dans l'autre*, la découverte qu'on vit des problèmes comparables dans les différents coins de la planète ; et aussi qu'ils sont perçus comme « problèmes » parce qu'ils sont considérés comme incompatibles avec certaines valeurs qui à leur tour sont reconnues comme partagées ou au moins similaires. Par exemple : le fait que la violation de la dignité humaine et de celle de la terre soient ressenties comme « problème » est ancré dans certaines valeurs (quoique celles-ci n'aient pas nécessairement la même priorité, ni partout ni à tout moment) . Se *re-con-naître* dans l'autre...naître de nouveau ensemble. «Naître » ouvre la perspective vers l'avenir, vers ce qui adviendra. « Naître ensemble » implique porter ensemble le regard sur l'avenir. « Re- » veut dire vivre cet acte comme un renouveau, comme une nouvelle façon de faire face aux défis que l'avenir pose.

Le sens d'appartenance

Un troisième stimulus qui permet de dépasser les différences et d'agir ensemble est le sens d'appartenance, c'est à dire la conscience qu'en tant qu'individu on fait partie d'un ensemble, une conscience ressentie comme une évidence. En tant qu'individu on appartient à une famille, une communauté, une société, à l'humanité et aussi –diraient beaucoup de peuples- à toutes les formes vivantes sur terre. Le sens d'appartenance implique aussi que les intérêts et les responsabilités collectifs transcendent les intérêts et les responsabilités personnels.

Ces trois stimuli paraissent encore plus fondamentaux pour l'action commune que des valeurs communes.

Qui fait bouger un mouvement international ?

Il y a lieu de reconnaître qu'il existe de vraies différences dans leurs priorités d'action entre les gens qui font des cauchemars par rapport à leur survie quotidienne et ceux qui ont le privilège de s'inquiéter de la survie de la planète et du besoin de stratégies globales à long terme pour contrôler les menaces qui pèsent sur l'environnement naturel et social. Ceci nous conduit à poser cette question fondamentale : quels acteurs peuvent faire bouger un mouvement international ?

L'invite « pensez globalement, agissez localement » revient aujourd'hui comme un slogan, né d'une vision nouvelle de l' « ordre des choses » qui semble se mettre en place sous nos yeux et que l'on a nommé « mondialisation ». Mais les vertus de la mondialisation sont surtout prônées par ceux qui en bénéficient : ceux qui ont accès au réseau de connexions mondiales – physiquement, en voyageant d'un bout à l'autre de la planète ou virtuellement, en naviguant sur Internet – et qui profitent des échanges internationaux de produits et services économiques, techniques,

intellectuels et artistiques. Cependant, gageons que le contenu concret de la « pensée globale » et de « l'action locale » diffère notablement selon le lieu où pense et agit chaque personne. Un fonctionnaire de la Banque mondiale à Washington ou un jeune chômeur de Calcutta, Rio de Janeiro ou Moscou, ou encore une femme immigrée dans un quartier « sensible » de Paris ou New York auront sans nul doute des perceptions bien différentes de cette invite.

Ainsi, il y aurait lieu de ne pas seulement inviter les gens « locaux » à penser globalement, mais d'inciter également ceux qui agissent sur un niveau « global » (les bureaucraties internationales, les entreprises transnationales et certains milieux scientifiques) de penser « localement, c'est-à-dire de faire l'effort de prendre en compte ce qui fait bouger les populations qui vivent la précarité, l'insécurité, l'injustice, le dédain de leur dignité humaine, et qui se demandent quel est le sens profond de ces souffrances.

Étant donné que tout mouvement international est par définition inter-culturel, la plupart des personnes qui font bouger ces mouvements se trouve aux carrefours des cultures. Des gens qui, d'un côté, sont bien enracinés dans leur contexte culturel, mais qui, d'un autre côté, subissent les influences d'autres cultures (y compris des cultures cosmopolites) s'avèrent être les plus aptes à communiquer à deux niveaux : avec des gens de chez eux (intra-culturellement) et avec des gens d'autres civilisations (inter-culturellement). Ils sont les mieux placés pour « traduire » les inquiétudes et les opinions de leur propre peuple au niveau international et inversement de « traduire » les implications du processus de mondialisation et les propositions de leur mouvement dans la compréhension de la réalité de leur peuple. Ainsi, ils peuvent assurer le lien entre des gens qui, indépendamment des autres, agissent dans leur contexte spécifique pour que ces actions soient connues et comprises dans d'autres lieux comme des contributions à l'ensemble.

La sagesse bouddhique nous l'enseigne à sa façon : chacun est comme une goutte de l'océan ; l'océan est dans la goutte et la goutte dans l'océan ; la goutte n'est rien sans l'océan et l'océan n'est rien sans les gouttes. Tu es l'océan. L'océan est toi »²⁸.

¹ Te Ahukaramu Charles Royal, « Éthique indigène de la responsabilité en Aotearoa/Nouvelle Zélande », dans *Responsabilité et Cultures du Monde*, sous la direction de Sizoo, E., éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2008, p. 69

² *Responsabilité et Cultures du Monde* (2008), sous la direction de Sizoo, E., Editions Charles Léopold Mayer, Paris, p. 56

³ Sizoo, E. (2000), *Ce que les mots ne disent pas*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris

⁴ Dans article paru le 6 janvier 2005 dans l'*International Herald Tribune*. Christopher J. Moore est l'auteur du livre *Les Plus Jolis mots du monde*, traduction par M. Gaboriaud, Albin Michel, 2006.

⁵ Sauquet, M. dans la Préface à *ibidem* note 2.

⁶ Christoph Eberhard, dans son texte préparatoire présenté lors de la première réunion du groupe d'auteurs, citant PANIKKAR, R., « Is the notion of Human Rights a Western notion? », *Interculture*, vol. XVII, n° 1 (1984), cahier 82, p. 28-47.

- ⁷ cp. idem note 2, pp 35 et suite
- ⁸ cp ibidem note 2, p. 68
- ⁹ cp. ibidem note 2, p.136
- ¹⁰ Vasquez Grimaldo Rengifo, (1998) *The Ayllu*, in *The Spirit of regeneration*, édité par Frédérique Apffel-Marglin avec le Pratec, Londres, Zedbooks, 1998, p. 89.
- ¹¹ cp ibidem note 2, p. 131
- ¹² cp. Remacle, Xavière (1997) *Comprendre la culture arabo-musulmane*, CBAI et Vie ouvrière, Bruxelles
- ¹³ Définitions du *Petit Robert* : « Théorie ou tendance qui voit dans l'individu la suprême valeur dans le domaine politique, économique, moral », « Doctrine selon laquelle l'explication dernière des faits sociaux se trouve dans l'individu ».
- ¹⁴ cp. Ibidem note 2 , p 92
- ¹⁵ Ellul, J. (1954) *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Armand Colin, Paris
- ¹⁶ cp. Ibidem note 2, pp. 165/166
- ¹⁷ cp Ibidem note 2, p. 274
- ¹⁸ pour plus de détails, voir Sizoo, E. (2000) *Ce que les mots ne disent pas*, pp.39-45
- ¹⁹ Esteva, G. (1998) *Alternatives to Economics*, Discours pour la Conférence de TOES, Boston
- ²⁰ Pellaud, F. (2006) *Les valeurs attribuées au développement durable par les futurs enseignants*, recherche LDES, mentionnée dans l'article de Pellaud, F., Giordan, A. et Eastes, R.-E. (2007) *Vers de nouveaux paradigmes scolaires*, *Chemin de Traverse* no. 5 Solstice d'été 2007, p. 14
- ²¹ Michel Foucauld, *Les Mots et les Choses*, Gallimard, 1966, p. 12.
- ²² Ibidem note 2, p. 21/23
- ²³ cp. Ibidem note 2, p. 74
- ²⁴ cp ibidem note 2, p. 119
- ²⁵ cp. Ibidem note 2, p. 201
- ²⁶ cp. Note 3, *Ce que les mots ne disent pas*, p. 20
- ²⁷ cp. Note 3, *Ce que les mots ne disent pas*, p. 53-56
- ²⁸ cp. Ibidem note 2, pp 79-82



Éducation à l'environnement et solidarité internationale

Le paddy pousse et il pousse sans faire de bruit ¹

Introduction

Commençons avec une petite expérience personnelle : En 1986, il y a maintenant plus de 20 ans, je travaillais sur la petite île de Penang dans le détroit de Malacca, pour Sahabat Alam Malaysia (SAM), ou Amis de la Terre Malaisie. Des jeunes Malaisiens, souvent des étudiants et bénévoles ², y militaient pour une prise en compte réelle de la dimension environnementale dans la croissance économique très rapide de la Malaisie à cette époque ³.

Ce militantisme, réellement porté par des acteurs locaux avec peu de soutien, sauf moral, de l'extérieur, se traduisait aussi bien par un travail d'information et de formation auprès de la population que de lobbying et d'influence sur les pouvoirs publics, les grandes entreprises, y compris les multinationales.

Si l'entrée environnementale primait, le lien avec l'exploitation des ouvriers (sur les plantations, dans les usines d'électroniques...) n'était pour autant pas oubliée, et on peut dire, que plus profondément, le modèle de développement du pays en tant que tel était questionné.

Toute cette remise en cause se faisait, et c'est peut-être là son originalité, par un travail de formation et d'éducation auprès des différents groupes de la population concernés par cette problématique. On était encore au

Nicolas Heeren

Directeur du CIEDEL, le Centre international d'étude pour le développement local à Lyon (France), il travaille depuis plus de 25 ans dans le domaine de la solidarité internationale et la coopération au développement aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en France.

début d'un long chemin. Les jeunes de SAM apprenaient, par exemple, aux pêcheurs à l'embouchure d'un fleuve, à mesurer l'acidité de l'eau régulièrement pour faire le lien entre l'entreprise chimique en amont du fleuve et les pêches irrégulières de poissons.

À cette époque, il y avait donc un certain espoir que l'environnement entrât bien dans une analyse des processus de développement à côté des approches plus classiques (marxiste, libérale ou autres).

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Dans cet article nous développons trois entrées en réponse à cette question :

- Le monde de la solidarité internationale et son visage extrêmement polymorphe qui rendent difficiles des positions tranchées.
- Le paradigme du développement (et ses crises multiples), les positions de ses adversaires, les « alter » et les « antis », ainsi que l'attention à l'environnement dans les pratiques des acteurs sur le terrain.
- La question de l'éducation au développement, celle de l'éducation à la solidarité internationale voire à la citoyenneté internationale et la place que l'environnement prend ou peut prendre dans ce contexte.

Le monde de la solidarité Internationale, un monde polymorphe

Le nombre d'acteurs actifs dans la solidarité internationale en France (acteurs privés faisant partie de l'économie sociale et solidaire) est élevé, et reflète l'intérêt des concitoyens pour la dimension internationale. Une étude récente ⁴ parle de 336 associations françaises « d'envergure nationale » dédiées à la solidarité internationale et on est très certainement proche du millier si on y ajoute les associations actives au niveau local, dans les communes, les départements, les régions et les ONG françaises de solidarité internationale.

Dans cette richesse quantitative, chacun peut trouver chaussure à son pied. Toutefois quelques traits distinctifs peuvent être identifiés pour définir quelques catégories d'acteurs au risque de trop simplifier l'histoire et la réalité actuelle des pratiques :

En termes de champs d'action :

- Les acteurs actifs dans l'urgence pour le développement au Sud et à l'Est. Dans cette catégorie, de plus en plus d'acteurs mènent les deux types d'action en parallèle. Non seulement pour des raisons de glissement de l'une, l'urgence, vers l'autre, le développement, mais aussi l'inverse car le processus de développement est *in fine* un processus de changement portant des situations de crise en son sein ⁵.

- Les acteurs davantage focalisés sur le plaidoyer auprès des centres de pouvoir au Nord et/ou l'éducation au développement (EAD), aussi appelé éducation à la solidarité internationale ou à la citoyenneté internationale en France.

- Les acteurs avec une thématique dominante ou – plus rarement - un groupe cible (la santé, le développement rural, pour le dernier, les jeunes, les personnes en situation de handicap...) ou encore une zone géographique spécifique. À noter que l'étude la plus récente ⁶ mentionne comme thématique principale la santé (pour 34 % des organisations interrogées), tandis que l'environnement et le développement durable ne représentent ensemble que 1,7 % juste devant les activités culturelles (0,7 %).

En termes d'approche ou de méthode, des choix peuvent être faits :

- Acteurs-opérateurs directs sur le terrain mettant en œuvre leurs propres actions, ou se positionnant principalement dans un rôle d'appui (financier) auprès de leurs partenaires.

- Acteurs-opérateurs avec des salariés/professionnels ou travaillant surtout avec des volontaires/bénévoles (qui peuvent être tout à fait professionnels).

- Acteurs-opérateurs avec ou sans base sociale (ces derniers devenant de plus en plus des bureaux d'études du développement ce qui n'empêche pas d'avoir des valeurs et principes, mais qui influence grandement leur modèle économique).

Enfin, une typologie par taille budgétaire est souvent utilisée, mais cette approche – certes utile pour comparer « l'effort financier » de chaque acteur – relève d'une approche économique sans lien automatique avec la qualité ou la pertinence des actions menées.

Aujourd'hui, on observe que ces catégories sont soumises à une évolution effaçant certaines de ces distinctions, au point qu'on voit de plus en plus à l'intérieur d'une même association ou ONG plusieurs champs d'actions, voire plusieurs approches combinées.

On peut néanmoins constater aujourd'hui l'existence d'une véritable branche d'économie du développement. Avec ses décideurs politiques, ses stratégies globales et spécifiques, ses flux financiers, ses banques, ses prêts, ses dettes, ses administrateurs, ses opérateurs, ses partenaires, ses clients, ses rencontres et séminaires, sa presse spécifique, ses « papes » et bien entendu ses opposants et critiques. Ce monde, au Nord comme au Sud, vit de cette économie.

La part de la solidarité internationale et ses acteurs, les associations et ONG, dans cette branche est pourtant assez limitée. Un peu moins d'un milliard d'euros en France concerne les ONG, et sur cette somme 40 % est d'origine publique, notamment européenne. Pour la France, l'aide mobilisée par les ONG ne représente que 1 % de l'Aide Publique au Développement (APD), à comparer avec la moyenne de

5 % des pays OCDE, tout à fait modeste donc en comparaison avec les 95 % de l'APD destinés à l'aide bilatérale ou multilatérale (dans laquelle, pourtant, certaines ONG peuvent être opératrices).

Quel développement ?

Quant au paradigme du développement prôné par les acteurs, la situation est aussi différenciée. Les différents modèles ont trouvé leurs adhérents avec un modèle plus marxiste pour les acteurs de la « solidarité internationale » dans les années 70 et 80, tandis que les acteurs de développement qui opèrent directement sur le terrain cherchent souvent leur différence dans l'approche et la méthode : davantage participative, locale et inclusive. D'autres, enfin, réagissent davantage sur les effets plutôt que sur les causes, ce qui est le cas des urgentistes par la nature de leur intervention, a priori à « court terme », même si aujourd'hui ce sont les crises qui durent et qui sont devenues « durables »... Certains de ces acteurs d'urgence travaillent néanmoins aussi sur les causes et le fond des questionnements liés à leur action sur le terrain. Ainsi, Handicap International et ses alliés ont su faire voter le Traité d'Ottawa⁷, mettant ainsi en œuvre, ce que certains appellent, une véritable *diplomatie non-gouvernementale*⁸.

Si le modèle de développement suivi par la plupart des acteurs de la solidarité internationale de type *opérateurs directs* se situe dans l'ici et maintenant tout en prônant une approche de proximité avec et dans l'intérêt des populations (méthodes participatives, diagnostic pluridisciplinaire, etc.), un certain nombre met en cause le fondement économique néolibéral même du modèle actuel. Il s'agit là des « antis » et des « alters », notamment réunis lors des Forum Social Mondiaux. À noter, quand même que pour les acteurs du Sud, malgré une participation de ces derniers aux FSM, un certain doute existe, et le débat est ouvert : ces forces « anti » et « alter » peuvent-elles réellement changer le cours de l'histoire ?

Les acteurs du Sud

Ce qui est sans doute le plus intéressant dans le monde du développement, c'est l'émergence au Sud de plus en plus d'acteurs spécifiques dont la légitimité, soit à travers leur base sociale, soit par la qualité de leur travail, n'est pas contestée. Ce mouvement se renforce tous les jours aussi bien dans le domaine privé/associatif que dans le domaine public. Un pays comme le Bangladesh connaît plus de 25.000 ONG locales. S'il est certain qu'une grande partie ont encore besoin de renforcement, il est intéressant aussi d'y trouver celles parmi les plus grandes ONG du Sud telle que BRAC ou Proshika.

Si, en effet, les ONG du Sud connaissent un essor important ces dernières années, dont certaines d'envergure internationale, on observe également les collectivités locales, sous l'influence d'une décentralisation et donc du désengagement de l'État dans la plupart des pays - décentralisation de responsabilités et compétences qui

ne va pas toujours de paire avec les moyens financiers nécessaires - comme acteurs incontournables du développement local.

La coopération décentralisée, de collectivité au Nord à collectivité au Sud, quoiqu'encore souvent en quête de méthode et de qualité, se révèle un outil potentiellement intéressant pour cette solidarité internationale car dans ce cadre on assiste à un échange réciproque de méthode de travail et de solution à des problématiques comparables.

Sur le fond, c'est bien les acteurs du Sud qui posent la question essentielle : en quoi les acteurs du Nord (associatifs ou publics) sont – ils légitimes dans leur quête de développement au Sud. Quelle marge de décision est réellement laissée au Sud ? N'est-ce pas le pouvoir du plus fort, notamment financièrement, qui prime chaque fois, y compris pour ceux du Nord qui suivent des modèles alternatifs ?... La demande, parfois violente (verbalement), de vouloir décider chez soi, est ressentie par tous ceux qui travaillent avec les acteurs du Sud.

La solidarité internationale propose-t-elle, pour autant, un autre modèle ?

Il est sans doute nécessaire, pour répondre à cette question, et même si ce n'est pas habituel, de distinguer le discours de la réalité.

Dans le discours, oui, un autre modèle de développement est mis en avant. Celui de l'appui aux petits producteurs, les liens commerciaux « autres », par exemple tels que proposés par le commerce équitable (lui-même pourtant aujourd'hui critiqué), ou l'appui aux acteurs, notamment de la fameuse « société civile ».

Dans la réalité, cette dernière se traduit par les associations et ONG locales qui travaillent dans le développement, les droits de l'Homme ou pour des groupes spécifiques, notamment les femmes. Les syndicats ou encore les organisations professionnelles (associations des chauffeurs de camions...) sont déjà moins souvent cités. Il est en soi compréhensible que les structures du Nord souhaitant venir à l'aide choisissent des partenaires en phase avec leur représentation des « bons acteurs du Sud ». La question de la légitimité de ces acteurs, dont les actions sont par ailleurs tout à fait intéressantes, reste tout de même ouverte. En revanche, on laisse dans ces débats de côté d'autres acteurs de la société civile, moins « politiquement correct », tels que les mouvements religieux (islamistes, évangéliste...), souvent porteurs d'un pouvoir et d'actions fortes (*qu'entends-tu par « fort »*).

Solidarité Internationale et environnement ?

Dans les faits, les modèles suivis essayent certes d'introduire un autre rapport entre les Hommes, ce qui est déjà un changement important, parfois même un autre rapport par rapport à l'environnement, mais ça reste, malheureusement, une minorité. Comme nous l'avons déjà noté ci-dessus, il n'y a que 1,7 % des ONG françaises

qui mentionnent l'environnement ou le développement durable comme thématique dominante. En effet, dans la pratique on peut observer que peu d'acteurs du développement ou de la *solidarité internationale* au-delà de leur discours, prennent réellement en compte la dimension environnementale. Ils le font parfois mais sous un angle très technique : utile en soi, mais ne faisant pas partie d'un regard plus global.

Néanmoins, il y a des acteurs spécifiques, souvent liés à des réseaux internationaux, parfois des réseaux initiés au « Nord », qui font de l'environnement réellement leur entrée en matière : Sahabat Alam Malaysia, citée en introduction, faisant partie du réseau Friends of the Earth en est un exemple. L'association existe toujours.

Éducation au développement et l'environnement

Dans le domaine de la solidarité Internationale, l'éducation au développement est un élément important. Dans certains pays de l'Europe (et pour certaines ONG françaises aussi), c'est même une condition sine qua non pour tout appui aux processus de développement au Sud. L'EAD, aujourd'hui plus souvent appelée l'Éducation à la solidarité internationale ou la citoyenneté internationale, à cause de l'ambiguïté du mot « développement » fait partie du paysage des actions menées en France. Les ONG, donc des acteurs privés, sont fortement impliqués, mais les acteurs publics ne restent pas non plus en arrière.

Dans les programmes de l'Éducation nationale (et de l'enseignement agricole), la place de l'EAD est confirmée. Depuis 1984, l'éducation au développement à l'école fait l'objet d'une circulaire officielle, régulièrement actualisée. La dernière en vigueur date du juin 2008. Dans les livres scolaires, l'international trouve également sa place. Il suffit de regarder les livres de collège d'histoire-géographie, où on parle du Tsunami ou les oléoducs passant par Tchétchénie, ou encore, les livres d'anglais au lycée, où l'on parle du *Faire trade*, le commerce équitable.

L'objectif de ces initiatives est le suivant : développer une connaissance des objectifs du développement, mais aussi de son histoire et amener les jeunes à porter un regard critique sur le concept même de développement.

En termes de méthode, le triplet classique *s'informer / former / agir* est utilisé, avec pour le dernier terme sans doute plus de perspectives dans les ONG qu'à l'école. Néanmoins, c'est bien ce terme « agir » qui pose la question de fond. À savoir la question du changement. Au-delà des connaissances et de l'engagement éventuel, la question du changement de nos comportements.

Une étude d'un dispositif d'appui aux jeunes pour mener des actions de solidarité, étude menée par le CIEDEL avec l'appui des professionnels en formation l'année dernière, montre que si certainement des changements de comportement individuel (achat de produit équitables, bio, etc.), et même parfois assez radical (autre projet professionnel), ont eu lieu, c'est surtout le regard des jeunes qui a changé.

Par ailleurs, les acteurs de l'EAD s'interrogent aussi sur les effets et l'impact de l'EAD. Un récent colloque ⁹ sur « Comment toucher des nouveaux publics » partait bien du constat qu'il fallait dépasser le fait de mettre en place de l'EAD pour un public déjà convaincu. Dans ce cadre, l'éducation à l'environnement était donnée comme exemple. Les acteurs du monde de la solidarité internationale voyant cette dernière comme bien plus présente dans les représentations du public.

Il semblerait en effet qu'un rapprochement entre l'éducation à l'environnement et l'éducation au développement, ouvre des perspectives intéressantes. Loin de créer une confusion (cf. l'ambiguïté autour du développement durable ¹⁰), il permet de débattre sur le sens parallèle et convergent du contenu, des méthodes en mettant en avant une proximité et une responsabilité de chacun et enfin un objectif qui vise une capacité critique des réalités et concepts sous tendus par ces problématiques.

Car ne s'agit-il pas là de la même démarche, aussi bien en termes d'objectifs, de méthodes que de contenu ? Celle de penser notre monde pour tous les êtres vivants, tous en inter relations et en dépendance, pour un monde viable et solidaire. Comme le vivaient les jeunes militants de Sahabat Alam Malaysia au Penang dans les années 80 ?

¹ Allusion à l'encyclopédie des Indes où les auteurs qualifiaient le changement en l'air dans les colonies comme inévitable même s'il fut peu audible.

² Par ailleurs d'appartenance ethnique différente, ce qui était important dans le contexte parfois ethniquement tendu de Malaisie en général et Penang en particulier.

³ 5,2 % en 1987, crise financière asiatique en 1997, mais une croissance de 6,9 % en 2000, et 7,2 % en 2004, elle a baissé à 5,7 % en 2005 mais remonte à 6,3 % en 2007..

⁴ Serge Alou, *Étude sur l'élaboration d'un dispositif de financement des ONG au sein de l'AFD*, Agence Française de Développement, juin 2008, citant l'édition 2007 du *Répertoire des acteurs de la solidarité internationale* réalisé par l'association Ritimo pour la Commission coopération développement

⁵ Voir par exemple Franck Flaschenberg, Nicolas Heeren, Valérie Scherrer, *Pérennité : penser le développement dès l'urgence ; penser l'urgence dans le développement : entre la théorie et la pratique d'un paradoxe culturel* in *Revue humanitaire* N° 14, avril 2006, Médecins du Monde e.a., Paris, 2006.

⁶ Enquête Argent OSI 2004-2005, CCD, à paraître, cité par Serge Alou, op. cit.

⁷ Le Traité d'Ottawa vise à interdire la production, l'usage et la commerce des mines anti-personnel et prévoit la mise en disposition des fonds pour enlever les engins dans les pays minés.

⁸ Voir à ce sujet Henri Rouillé-d'Orfeuill, ancien-président de la Coordination SUD dans *La diplomatie non-gouvernementale, les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2007.

⁹ Organisé par RESACOOOP à Lyon en octobre 2008.

¹⁰ Cf. *Chemin de Traverse* n° 4.



Le commerce équitable : un des maillons du développement durable ? ¹

Tant au niveau de sa notoriété que de ses volumes de vente, le « commerce équitable » connaît un remarquable essor depuis quelques années ². En 2000, seulement 9 % des Français avaient « *déjà entendu parler* » de ce commerce ; ils sont 82 % aujourd'hui ³. L'évolution de la consommation est également conséquente : en 2004, le chiffre d'affaire du commerce équitable en France avoisinait les 90 millions d'euros ; il est de 200 millions d'euros en 2007 [Alpha *et al.*, 2008]. Si, en valeur absolue, la pratique d'achat reste très marginale, le commerce équitable devient de plus en plus important sur la scène médiatique. Il interpelle et irrite les géants de l'industrie, sans pour autant véritablement effrayer. Dans le même temps, il offre un espoir de meilleurs revenus pour des producteurs économiquement défavorisés des pays « du Sud ⁴ ».

Mais le commerce équitable divise les organisations qui le promeuvent au Nord. Sous couvert d'altermondialisme et de lutte en faveur de « l'éthique » des transactions marchandes, il est entendu de différentes manières par ses partisans, et même réinterprété par ses adversaires économiques, surfant sur la vague de « l'éthiquement correct ».

Notre analyse a pour objectif de montrer que le commerce équitable se présentant jadis comme un mouvement caritatif (« *commerce solidaire* »), puis politique (« *commerce alternatif* ») se veut désormais résolument éthique (« *commerce équitable* »), revendiquant une parenté avec le développement durable. Pour mieux

Virginie Diaz Pedregal

Après avoir réalisé un doctorat de sociologie sur le commerce équitable et la juste répartition (Université Paris 5-Sorbonne) et un post-doctorat sur l'évolution de la consommation au Vietnam (CIRAD), elle travaille aujourd'hui au sein de la Direction scientifique du GRET, (Groupe de recherche et d'échanges technologiques), Jardin tropical, Nogent-sur-Marne, France. une association professionnelle de solidarité et de coopération internationale. Ses recherches portent sur l'élaboration des politiques publiques dans les pays du Sud. Elle a publié plusieurs articles et ouvrages sur le commerce équitable et le développement durable.

diaz@gret.org

appréhender la particularité de ce statut, nous parcourrons en premier lieu l'histoire idéologique du mouvement et étudierons les différentes acceptions de l'expression « commerce équitable » par les acteurs se réclamant de cette mouvance. Puis, nous analyserons le commerce équitable en tant que mise en pratique des trois versants classiquement définis du développement durable (social, environnemental et économique). C'est ainsi que nous nous interrogerons sur les rapports de domination sociale et symbolique des pays du Nord envers les pays du Sud, sur les affinités entre le commerce équitable et le mode de production biologique, ainsi que sur l'efficacité et la rationalité économique du commerce équitable.

Une définition officielle, des pratiques dissemblables

Définition officielle du commerce équitable

L'ensemble des acteurs du commerce équitable (coopératives, associations, entreprises de « l'économie solidaire », groupes de réflexion et de pression) s'accorde pour dénoncer les « méfaits » du système libéral actuel, accusé d'accélérer la paupérisation de la plupart des pays du Sud. Dans cette perspective, le commerce équitable est considéré comme un « levier d'action », susceptible de modifier les équilibres politico-économiques mondiaux. Il s'apparente à un « commerce plus juste, à visage humain », instaurant des relations d'échange « plus directes » entre les producteurs et les consommateurs. Une définition officielle de cette pratique a été adoptée en 2001 par les acteurs concernés : « *Le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations de commerce équitable s'engagent activement, avec le soutien des consommateurs, à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener des campagnes en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel* » [source : FINE, Max Havelaar France, 2001].

Si cette définition a fait l'objet d'un consensus au niveau international, elle est cependant insuffisante pour cerner la pratique qu'elle entend recouvrir. Elle est sujette à des interprétations fort différentes, dont les origines s'ancrent dans l'histoire du mouvement « alternatif ».

Origines historiques et idéologiques du commerce équitable

On peut situer les prémices du commerce équitable dans les années de l'après-guerre aux États-Unis. C'est précisément en 1946 que l'association chrétienne *Ten Thousand Villages* (anciennement *Mennonite Central Committee Self Help Crafts*) entreprend la commercialisation d'objets artisanaux de communautés de Puerto Rico, de Palestine et d'Haïti. L'objectif principal est de générer de l'emploi et de

meilleurs revenus dans les régions soutenues. Le commerce équitable présentait l'idée, à l'époque révolutionnaire, de marier la solidarité et le commerce, le monde de la coopération internationale et de l'entreprise lucrative. On parle alors de « commerce solidaire ».

C'est également à cette période que les États-Unis, mobilisés pour assurer la reconstruction de l'Europe meurtrie de l'après-guerre, lancent le Plan Marshall et inventent le concept de « *développement* ». Ce concept servira par la suite à légitimer nombre de politiques économiques et sociales « en faveur » des pays du Sud, s'avérant pour la plupart plus désastreuses que bénéfiques pour les populations « aidées » [Rist, 2001]. Ainsi, le commerce équitable se trouve dès sa naissance lié à la problématique développementaliste américaine [Barratt-Brown, 1993].

En Europe, c'est en 1957 qu'apparaît, en Hollande, le premier « Magasin du Monde » spécialisé dans l'importation de produits du « tiers monde ». La vente se réalise *via* des Églises et des réseaux militants. Là encore, les objets commercialisés sont essentiellement artisanaux, ce qui offre le double avantage d'aider des producteurs défavorisés économiquement et d'éviter les difficultés de transformation et de conservation des produits.

Au milieu des années 1960, le discours sur le commerce équitable se politise et se radicalise. Il se pose désormais en « alternative » au commerce conventionnel et refuse d'être considéré comme une « aide » aux pays pauvres : c'est le lancement du fameux slogan « *Trade, not Aid* » (« *Le commerce, pas la charité* ») lors de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) en 1964.

Dans l'Hexagone, la culture catholique dominante freine le développement du commerce équitable. Il est à l'époque difficilement concevable de mêler éthique et argent, contrairement, par exemple, aux usages protestants anglo-saxons [Weber, 1994]. Ainsi, ce n'est qu'en 1974 que la première boutique de commerce équitable ouvre ses portes en France. Il s'agit d'Artisans du Monde. La structure est associative et son mode de fonctionnement singulier : contrairement aux magasins conventionnels, à fins lucratives, Artisans du Monde est quasi-exclusivement gérée par des bénévoles. Pour les produits artisanaux, les prix sont établis par les producteurs eux-mêmes, en fonction de l'ensemble des coûts de production. Ce tarif inclut le « coût social », c'est-à-dire les besoins personnels et familiaux du producteur, sa formation, l'organisation qui le soutient, et le « coût environnemental » supposé du produit. La boutique est alimentée par une centrale d'achat créée à cet effet, Solidar'Monde, entièrement spécialisée dans le commerce équitable. Dans cette perspective, la vente en magasin n'est qu'un prétexte à l'information du public sur les conditions de production dans les pays du Sud. L'objectif de l'association est avant tout politique, voire moral, et non pas strictement commercial. Les ventes sont d'ailleurs faibles, et le chiffre d'affaires du magasin reste limité.

Au fil des ans, les Magasins du Monde, en Europe comme aux États-Unis, se développent peu. Ils restent très majoritairement fréquentés par des militants déjà convain-

cus de l'intérêt de ce type d'échange marchand. Le commerce équitable reste confiné dans une « niche » de marché très étroite et son action auprès des communautés de producteurs du Sud demeure réduite, les volumes de vente étant peu importants.

À la fin des années 1980, émerge dans une coopérative de producteurs de café au Chiapas (Mexique) l'idée d'une labellisation des produits équitables ⁵. Cette initiative de labellisation est concrétisée par Nico Roozen de l'association Solidaridad et le prêtre ouvrier hollandais, le Père Frans van der Hoff [Roozen, Van der Hoff, 2001]. Le label ⁶. Max Havelaar est créé en 1988 aux Pays-Bas. Il garantit le caractère « équitable » des produits proposés au consommateur.

Avec Max Havelaar, la logique du commerce équitable change radicalement. Le label utilise désormais les structures classiques du marché : importateurs comme distributeurs ne sont plus spécialisés dans le commerce équitable, comme dans le cas des Magasins du Monde, mais participent également à l'activité de la filière de commercialisation conventionnelle. Le commerce équitable ne représente qu'un aspect de leur activité. L'avantage de cette nouvelle forme de commerce est que les produits issus des filières équitables pourront être présentés dans des magasins conventionnels (grandes et moyennes surfaces), pour toucher un public de consommateur beaucoup plus large et moins averti. La première certification créée par Max Havelaar concerne le café. Les standards sont ensuite adaptés à d'autres produits comme le thé, le cacao, le sucre, le miel, le riz, les fruits frais, les fleurs coupées, le coton, etc.

Au cours des années 1990, le mouvement de labellisation du commerce équitable se structure. En 1997 naît FLO International (*Fairtrade Labelling Organizations*), organisation regroupant les différentes initiatives de labellisation de par le monde, telles que Max Havelaar, Transfair et Fairtrade. Les critères d'entrée sur les registres des producteurs et des importateurs du commerce équitable se standardisent également ⁷.

Les deux tendances du commerce équitable

Deux tendances se distinguent désormais au sein de la mouvance équitable [Diaz Pedregal, 2007] : d'un côté, la « sphère de la spécialisation » qui regroupent les acteurs spécialisés dans le commerce équitable (les Magasins du Monde et leurs centrales d'achat), de l'autre, la « sphère de la labellisation » qui rassemble les organismes de certification du commerce équitable (FLO International) ainsi que les entreprises d'importation et de distribution des produits issus du commerce équitable qui appartiennent ou travaillent en lien avec l'économie dite « conventionnelle » [Habbard, Lafarge, Peeters, Vergriette, 2002]. Chez les premiers, les rapports commerciaux avec les organisations de producteurs sont essentiellement basés sur la confiance et les liens personnels. Dans cette sphère, de simples auto-évaluations sont demandées aux organisations du Sud (les producteurs) comme du Nord (les distributeurs). Ce modèle puise largement dans le bénévolat et le militantisme pour fonctionner. Il a pour mérite de pouvoir mettre en place des filières de production

sans nécessairement tenir compte de leur volume d'échange. Une grande variété de produits, dans les domaines alimentaires et non-alimentaires, est proposée aux consommateurs. Cependant, comme nous l'avons suggéré, ces débouchés commerciaux restent peu appropriés à une stratégie de consommation de masse.

Dans la sphère de la labellisation, au contraire, le contrôle des conditions de production des produits et de la relation avec les importateurs visent la rationalité et l'objectivité. Les référentiels sont précis et contractualisés. Des inspecteurs locaux sont envoyés dans les organisations de producteurs pour s'assurer du respect des critères du commerce équitable. Ils s'appuient sur un système de cahiers des charges relativement détaillés. Parallèlement, des inspecteurs sont missionnés chez les importateurs pour vérifier la tenue des comptes relatifs aux transactions équitables. La démarche se veut avant tout professionnelle. Cette sphère offre l'indéniable avantage de standardiser les critères du commerce équitable et, par conséquent, d'ouvrir le principe de ce type de commerce aux entreprises et organisations non militantes, *a priori* peu concernées par les marchés alternatifs. Mais les acteurs défendant cette conception du commerce équitable se retrouvent souvent partagés entre leur idéal éthique, les valeurs morales et humaines revendiquées, et les réalités du marché international : les organisations de producteurs les plus solides, les plus productives capteront plus facilement les parts de marché équitable que les autres. Il est en effet moins contraignant pour les importateurs conventionnels de traiter de forts volumes d'achat avec des organisations équitables assurées, fiables, que de risquer des délais de livraison non prévus ou une qualité irrégulière de produit avec des fournisseurs moins organisés. Dans ce cas, le commerce équitable profitera avant tout aux structures collectives stables, au détriment des formations plus faibles.

Tandis que les partisans de la labellisation se montrent « réformateurs », dans le sens où ils pensent que le commerce équitable est susceptible d'améliorer le système libéral actuel en utilisant les structures capitalistes existantes, les défenseurs de la filière spécialisée conçoivent l'économie équitable comme entièrement alternative, devant faire appel à des organisations parallèles, non impliquées dans le commerce conventionnel. On retrouve cette dichotomie dans d'autres secteurs du développement durable : le secteur de la production biologique, le secteur des énergies renouvelables... dans lesquels partisans du changement du système de l'intérieur ou de l'extérieur s'affrontent.

Les tensions entre les deux approches décrites ci-dessus ont tendance à se cristalliser autour du thème des modes de distribution des produits issus du commerce équitable. Si les acteurs de la sphère de la labellisation travaillent dans le sens d'une distribution des produits équitables dans les lieux classiques d'achat des consommateurs du Nord – en l'occurrence, les grandes et moyennes surfaces⁸ –, les tenants de la sphère de la spécialisation ne conçoivent la vente de produits alternatifs que dans des petits commerces. En effet, la grande distribution est accusée de nombre de maux : par sa situation monopolistique et ses pressions sur les prix, elle contribue, selon les militants, à la baisse de la qualité des produits, la suppression d'emplois (concentration de producteurs, délocalisations) et la dégradation du milieu naturel par l'intensification des modes de production [Jacquiau, 2000].

S'il apparaît désormais clairement que le terme de « commerce équitable » regroupe des acteurs agissant de manière très dissemblable, il semble à présent intéressant d'analyser les rapports entre commerce équitable et développement durable.

Le commerce équitable au regard du développement durable

Aujourd'hui, le commerce équitable tend à revendiquer son appartenance au mouvement du développement durable. Ce mouvement repose sur trois dimensions fondamentales : la justice et le développement social, la protection de l'environnement, l'efficacité et la rationalité économique. Il convient d'examiner la position du commerce équitable sur ces différents aspects.

Justice et développement social

Le commerce équitable a pour objectif non seulement d'améliorer le bien-être économique et social des producteurs du monde, mais aussi d'œuvrer au niveau politique pour changer les règles du commerce international dans leur ensemble.

Au niveau macrosocial, il est reproché au commerce équitable – du moins sous sa dimension internationale – de ne pas parvenir à remettre fondamentalement en cause les rapports économiques, politiques et symboliques entre les pays du Nord et les pays du Sud [Boris, 2005]. Dans cette perspective, le commerce équitable reste impuissant à éradiquer les mécanismes de formation des inégalités au niveau international. Autrement dit, il ne s'attaque pas véritablement aux causes de l'iniquité. La question de la dépendance et du pouvoir est insuffisamment prise en compte. En effet, le commerce équitable est soumis à la loi conventionnelle de l'offre et de la demande, et la demande en produits issus du commerce équitable est inférieure à l'offre. Aussi, la domination économique reste en faveur des pays consommateurs. Or, dans un marché marqué par la surproduction chronique de nombre de matières premières produites au Sud, le rapport de force reste du côté des acheteurs du Nord. En ce sens, le commerce équitable échouerait dans sa mission politique.

À un niveau plus microsociale, les organisations du Sud sont très disparates concernant leurs capacités de négociation commerciale et de captation d'acheteurs. Certaines parviennent facilement à intéresser des acheteurs et à vendre une grande partie – voire la totalité – de leur production aux conditions du commerce équitable. D'autres, au contraire, n'ont pas de structure commerciale performante et n'arrivent pas à percer sur le marché du commerce équitable. De ce fait, l'écart de revenu entre des sociétés de différentes organisations peut être très dissemblable alors que les volumes, qualités et conditions de production sont identiques. Ceci génère des tensions entre les producteurs, pouvant se transformer en conflits réels [Diaz Pedregal, 2007].

Dans les cas où l'offre est surabondante, le commerce équitable est victime de son succès : il procure un tel mieux-être économique à ses bénéficiaires qu'il crée ou intensifie des processus concurrentiels entre les organisations paysannes. À

l'inverse, lorsque la demande se fait pressante et l'offre encore relativement rare (lors du lancement de nouveaux produits équitables par exemple), la certification des organisations de producteurs se réalise dans l'urgence, ce qui, à terme, engendre des tensions sur le terrain, les uns s'estimant plus « méritants » que les autres pour obtenir la certification.

Protection de l'environnement

Ces dimensions font l'objet de suivis attentifs de la part des acteurs du commerce équitable, mais elles sont en pratique difficilement maîtrisables. Les avertissements des acteurs engagés (« *Le commerce équitable n'est pas la panacée !* », selon l'expression de Max Havelaar France) ont peu de poids face à l'espoir démesuré que le commerce équitable génère en termes de développement social et de justice internationale, au Sud comme au Nord.

La protection de l'environnement est un sujet qui, pendant longtemps, n'a pas été une préoccupation majeure des acteurs du commerce équitable. Nous avons vu que le commerce équitable est né d'une volonté de solidarité entre le Nord et le Sud. La question des coûts écologiques de production, de transport et de distribution des produits est longtemps apparue comme secondaire face à l'urgence du besoin des populations du Sud. Avec l'émergence des préoccupations liées à l'environnement dans les années 1970 et l'accroissement spectaculaire de la notoriété du terme de « développement durable » à la fin des années 1990, les acteurs du commerce équitable se sont attentivement penchés sur cette dimension de leur action, sans pour autant chercher à se substituer aux mouvements de certification biologique déjà existants.

Prenons le cas de la sphère de la labellisation. Depuis quelques années, les cahiers des charges des produits issus du commerce équitable de FLO comportent plusieurs mesures allant dans le sens de la protection de l'environnement. Ont ainsi été ajoutés aux critères sociaux, fondements du commerce équitable, des standards environnementaux : interdiction d'utiliser certains pesticides, incitation à l'instauration de pratiques écologiques de maintien de la fertilité des sols (fabrication de composts à partir de déchets agricoles et ménagers, création de lombricultures ou « cultures de vers de terre »), de conservation des sols (élaboration de terrasses sur les versants pour lutter contre l'érosion), mise en place de mesures pour assurer la protection physique des employés maniant des produits chimiques dans les plantations, etc.

Progressivement, le mode de production des organisations équitables se rapproche des méthodes de production biologique. Cette tendance est renforcée par le marché, puisque l'apposition des deux labels équitable et biologique renforce le succès des produits auprès des consommateurs. Actuellement, plus de la moitié des produits alimentaires équitables vendus sont également certifiés biologiques. On notera que certains industriels se positionnent sur le créneau de la double labellisation, ce qui inquiète les mouvements de certification équitable originels redoutant de voir leur marché s'échapper et leurs idéaux se galvauder.

Néanmoins, le mouvement équitable souffre d'un manque de réflexion sur le transport des marchandises. Tout se passe comme si le commerce équitable était « équitable » au niveau de la production, éventuellement de la transformation, et pour la sphère de la spécialisation, au niveau de la distribution, soit, en fin de compte, sur une partie des filières. Aujourd'hui, la plupart des produits issus du commerce équitable international circulent par bateau, les plus fragiles étant transportés par avion. Tandis que les transporteurs naviguent souvent sous pavillon de complaisance, ce qui pose des questions sociales et éthiques certaines [Baumler, Lille, 2005], les coûts écologiques engendrés par l'utilisation de l'avion ne sont pas négligeables. Les acteurs défendent le maintien de leur activité internationale en arguant de l'impossibilité, à l'heure actuelle, de faire appel à d'autres moyens de locomotion. Ces derniers entraîneraient des coûts économiques ou des délais de livraison prohibitifs. Pour eux, la priorité se situe au niveau des besoins économiques et sociaux des producteurs du Sud.

Enfin, on notera que, dans certains contextes, le commerce équitable tend à favoriser le développement des cultures d'exportation au Sud, au détriment des cultures vivrières. Outre les phénomènes de rupture des fragiles équilibres alimentaires et de renforcement de la dépendance économique des pays du Sud exportateurs envers les pays du Nord importateurs, l'intensification des cultures d'exportation a des répercussions écologiques néfastes, et ce à plusieurs niveaux. Les polycultures favorables à la préservation de la biodiversité laissent parfois place à des monocultures, jugées à court terme plus rentables économiquement pour les populations défavorisées. En outre, pour une meilleure productivité, des appareils motorisés, comme des tracteurs, sont utilisés pour labourer les terres, ce qui déséquilibre les milieux écologiques fragiles [Caceres *et al.*, 2007].

Efficiency et rationalité économique

S'interroger sur l'efficacité du commerce équitable peut sembler étrange dans la mesure où le commerce équitable a précisément pour objectif de sortir de la logique marchande conventionnelle de maximisation des profits, de rentabilité économique optimale. Cependant, pour être « durable », le commerce équitable ne peut négliger, à l'instar de toute forme d'activité humaine, de fonctionner selon une certaine rationalité économique, c'est-à-dire d'atteindre un équilibre entre coûts et dépenses. C'est sur ce plan que le commerce équitable essuie maintes critiques de la part de ses détracteurs néo-libéraux. Pour ces derniers, le commerce équitable manque d'efficacité et de rationalité pour plusieurs raisons. La première est que l'existence du commerce équitable dépend en grande partie de subventions étatiques, para-étatiques ou privées. Les subventions des gouvernements, le travail gratuit des bénévoles et la générosité des consommateurs au Nord⁹ témoignent du manque d'efficacité économique intrinsèque du commerce équitable. En cela, le commerce équitable ne peut s'appliquer à l'ensemble des produits commercialisés. Pire, il représente une distorsion des règles de l'économie de marché libéral, en mettant en concurrence des produits conventionnels peu ou pas subventionnés avec ces produits équitables « aidés ».

Aussi, pour les tenants du libre-échange, le commerce équitable constitue une subvention à l'inefficacité. Il retarde la modernisation des filières dans lesquelles il intervient, en soutenant économiquement des initiatives vouées à disparaître. Nombre de coopératives équitables auraient des coûts de production considérablement plus élevés que ceux des organisations conventionnelles. En raison de la prime équitable, ces structures inefficaces parviendraient à se maintenir. Sur le terrain, cette affirmation est partiellement vérifiée. Dans certains cas, les organisations équitables ont des coûts de production totalement hors des cadres conventionnels (trois à quatre fois plus que la « moyenne » nationale). Mais dans d'autres, le commerce équitable a incontestablement dynamisé les organisations de producteurs sachant se servir du bénéfice équitable.

Le second reproche est que le commerce équitable n'est efficace que parce qu'il est marginal par rapport au commerce conventionnel. Il est donc utopique d'espérer une généralisation des échanges équitables. Selon cette critique, le commerce équitable est viable précisément parce qu'il n'a pas à se préoccuper de l'équilibre des marchés. Pour ce faire, il doit inévitablement conserver une position minoritaire au sein de l'ensemble des échanges mondiaux. Si tous les produits étaient estampillés « équitables, » la concurrence ferait que les prix baisseraient inexorablement. En ce sens, le commerce équitable n'est pas perçu comme une alter-économie.

Le problème de l'écoulement des produits équitables est ramené au processus cyclique de la surproduction qui entraîne une chute des prix, elle-même déclenchant une baisse de la production, incitant à une remontée des cours. Ainsi, l'intervention sur le marché est « inéquitable » car elle entraîne une augmentation de la production de biens dont l'offre est déjà excédentaire. Pour être économiquement rationnel, le commerce équitable devrait donc œuvrer pour l'augmentation des prix de l'ensemble des produits provenant du Sud, ce qui limiterait les effets de surproduction pour des produits spécifiques.

En pratique, ce dispositif semble inenvisageable : comment serait-il possible de revaloriser les prix de vente de l'ensemble des produits du Sud ? Qui plus est, cette disposition ne serait sans doute pas nécessaire, dans la mesure où le commerce équitable représente un marché très réduit et que les quelques décennies d'application de ce type d'échange marchand ont montré que rares sont les producteurs ayant profité du bénéfice équitable pour accroître leur production. Étant donné la précarité de leurs conditions de vie et la faiblesse de leurs moyens de production, les priorités vont plutôt à l'éducation des jeunes, la construction de routes et de postes de santé.

Les attaques de nombre de néo-libéraux sur l'efficacité du commerce équitable revêtent le plus souvent un caractère stratégique. Personne ne s'étonnera de savoir que le commerce équitable est l'objet de convoitises. Les entreprises sont en quête d'image écologique et sociale auprès de consommateurs de plus en plus exigeants sur les garanties de production sociale des produits achetés. L'affaire « Mac Donald's » en témoigne : depuis 2003, l'entreprise de restauration rapide distribue en Suisse

du café de la marque Aroma labellisé « équitable » par Max Havelaar. L'objectif manifeste est de revaloriser l'image sociale de la transnationale. Cette opération médiatique suscita un vif émoi au sein de la profession, les partisans de la spécialisation trouvant de nouveaux arguments en défaveur des tenants de la sphère de la labellisation [Max Havelaar, 2003].

Pour trancher ces débats, les gouvernements du Nord comme du Sud auraient sans doute un rôle important à jouer. Dans les pays dits « en développement », les États ont souvent tendance à déléguer aux ONG et autres organisations de coopération internationale la résolution des problèmes sociaux internes, concernant notamment la faible dynamique économique du milieu rural [Rist, 2001]. Au sein des pays industrialisés, le commerce équitable, résolument à l'honneur dans les discours, bénéficie de subventions limitées et aléatoires. En France, le processus de normalisation du commerce équitable engagé par l'État depuis 2001 (au sein de l'Agence Française de Normalisation, l'AFNOR), débouche fin 2005 sur un « accord » décevant. Loin d'établir une norme incontestable en matière de commerce équitable, l'accord présente les « *principes généraux du commerce équitable* », qui n'auront finalement aucun caractère contraignant auprès des acteurs associatifs et entrepreneurs concernés.

Conclusion

Pour conclure, on soulignera le fait que l'affiliation du commerce équitable à la notion de développement durable est une construction historique récente, anticipée par les mouvements développementalistes américains des années 1960. Malgré une définition officielle, le commerce équitable fait l'objet de pratiques fort diverses, se polarisant en deux sphères : la sphère de la spécialisation, dans lesquels les acteurs ne réalisent que des échanges marchands « équitables » et ne travaillent qu'avec des acteurs ayant la même ligne de conduite, et la sphère de la labellisation, ouverte aux entreprises de l'économie conventionnelle désirant soumettre une partie de leurs activités aux règles du commerce équitable. Au cours de cet article, nous avons examiné quelques limites et ambiguïtés du commerce équitable relatives à la mise en pratique du développement durable, envisagé sous ses dimensions familières (sociale, environnementale et économique). Malgré sa prise en compte attentive des aspects sociaux du mode de production, le paradigme du commerce équitable, notamment développé par la sphère de la labellisation, reste avant tout économique. Il ne peut s'affranchir du schéma d'adaptation de l'offre à la demande. Était-ce un résultat si prévisible qu'il semblerait naïf de s'en étonner ? Nous ne le croyons pas, étant donné que le commerce équitable tel qu'instauré par les premiers Magasins du Monde privilégiait l'aspect « éthique » de son approche sur la dimension économique. Néanmoins, nous l'avons vu, ce modèle reposait entièrement sur le bénévolat et le militantisme pour fonctionner. Aujourd'hui, avec l'approche de Max Havelaar, le commerce équitable gagne incontestablement en efficacité économique, au risque, pour certains, de mettre au second plan ses ambitions éthiques.

Une conclusion s'impose : il en revient aux pouvoirs publics de prendre des mesures favorisant le rééquilibrage des rapports marchands internationaux entre pays du

Nord et pays du Sud [Beitz, 1999 ; Pogge, 2003]. En dépit de leur aspiration à davantage de justice sociale, les consommateurs occidentaux capables financièrement d'acheter des produits du commerce équitable, ne pourront à eux seuls changer le rapport de force économique, social, politique et symbolique entre pays producteurs et pays consommateurs. En appeler à un règlement politique des déséquilibres Nord-Sud relève peut-être d'un vœu pieu... Mais comment passer outre le politique ? C'est à cette condition semble-t-il incontournable que le développement pourra s'affirmer humainement durable.

¹ Cet article a été publié pour la première fois dans la revue *Développement Durable & Territoires*, visible en ligne à l'adresse suivante : . Il a été légèrement réactualisé pour les besoins de cette édition.

² Nous sommes conscients du fait qu'à strictement parler, le « commerce équitable » au sens d'« échange commercial honnête » a de tout temps existé, au même titre que l'« agriculture biologique » ou l'« architecture bioclimatique ». Nous traiterons dans cet article du commerce équitable, tel qu'on l'entend aujourd'hui, au sens de pratique distincte du reste du commerce, qualifié de « commerce conventionnel ».

³ Sondages Ipsos d'octobre 2000 et avril 2008, pour la Plate-Forme Française pour le Commerce Équitable, Max Havelaar France, le Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, et le GRET.

⁴ Nous entendons par « pays du Sud » les pays considérés par l'OMC comme « pays en développement » et « pays les moins avancés ». Par opposition, les « pays du Nord » regroupent les pays occidentaux tels que les États-Unis, le Canada, les pays de l'Union Européenne, le Japon et l'Australie. Bien que cette distinction soit grossière, nous avons choisi de la conserver dans la mesure où elle constitue un axe de réflexion important pour les acteurs impliqués dans la pratique du commerce équitable.

⁵ Au cours du texte, par souci de simplicité, nous emploierons volontiers des métonymies telles que « produit équitable » ou « organisation équitable » pour désigner un « produit issu des règles du commerce équitable définies par les acteurs impliqués dans cette mouvance » ou une « organisation fonctionnant selon les règles du commerce équitable définies par les acteurs impliqués dans cette mouvance ».

⁶ La notion de « label » n'ayant pas été validée juridiquement, certains acteurs sociaux (associations de consommateurs par exemple) préfèrent l'utilisation du terme « logo » pour désigner la certification exercée par Max Havelaar. Pour des raisons de simplification, nous utiliserons dans ce texte le terme de « label », couramment utilisé dans ce contexte, renvoyant à l'activité de « labellisation » de la structure associative qu'est Max Havelaar.

⁷ Les critères de labellisation sont disponibles sur le site de FLO International : <http://www.fairtrade.net>

⁸ Plus de 95 % des consommateurs français font leurs courses au moins une fois par mois dans un hypermarché, supermarché ou hard discount [source : Credoc, 2004].

⁹ Les produits du commerce équitable sont en moyenne 10 à 20 % plus chers que les produits conventionnels. Cependant, la différence de prix est faible (de l'ordre de 2 à 5 %) en comparaison avec des produits de qualité et de certification environnementale identique (haute qualité, certification biologique).

Sources bibliographiques

ALPHA A., FRANÇOIS M., LAGANDRÉ D., 2008 (à paraître), *Le commerce équitable en France en 2007*, rapport GRET pour la PFCE.

BAUMLER R., LILLE F., 2005, *Transport maritime, danger public et bien mondial*, Paris, éditions Charles Léopold Mayer.

- BARRATT BROWN M., 1993, *Fair Trade, Reform and Realities in the International Trading System*, Londres, Zed Books.
- BEITZ Charles R., 1999, *Political Theory and International Relations*, Princeton, Princeton University Press.
- BORIS J.-P., 2005, *Commerce inéquitable – Le roman noir des matières premières*, Paris, Hachette Littératures, RFI.
- CACERES Z., CARIMENTRAND A., WILKINSON J., 2007, « Fair trade and quinoa from the Southern Bolivian altiplano », in L. RAYNOLDS, D. MURRAY, & J. WILKINSON (Eds.), *Fair Trade: The Challenges of Transforming Globalization*, New York: Routledge.
- DIAZ PEDREGAL V., 2007, *Le commerce équitable dans la France contemporaine – Idéologies et pratiques*, Paris, L'Harmattan, collection Logiques Sociales.
- HABBARD P., LAFARGE L., PEETERS A., VERGRIETTE B., octobre 2002, *État des lieux et enjeux du changement d'échelle du commerce équitable – Typologie des filières, marchés de consommation, gouvernance internationale et cohérence globale du commerce équitable*, Solagral, CIRAD, CICDA, CEDAC.
- JACQUIAU C., 2000, *Les coulisses de la grande distribution*, Paris, Albin Michel.
- MAX HAVELAAR, septembre 2003, « Mac Donald's Suisse choisit le café équitable », *Fair(e) Actualités*, n° 2, p. 2.
- POGGE T. W., octobre 2003, « « Porter assistance » aux pauvres du monde », trad. Patrick Savidan, *Raison publique*, n° 1, Paris, Bayard, pp. 104-148.
- RIST G., 2001, *Le Développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- ROOZEN N., VAN DER HOFF F., 2001, *L'aventure du commerce équitable*, Paris, Lattès.
- WEBER M., 1994, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.

parcours



La construction d'un projet global d'éducation à la citoyenneté internationale : le cas de Pays de Savoie solidaires

L'éducation à la citoyenneté internationale
à Pays de Savoie solidaires

Les origines

En Savoie, l'engagement en coopération et solidarité internationales trouve son origine à la fin des années 80, avant même que le cadre législatif français, la loi de 1992 autorisant les collectivités françaises à signer des partenariats internationaux avec d'autres collectivités étrangères, ne soit en vigueur. Dès 1988, le Département choisit la coopération au développement en faveur de collectivités locales de pays dits « du Sud » ou « de l'Est ». Les élus du département décident d'y consacrer un millième du budget de fonctionnement : « *Sur le plan économique, social ou humain, il n'est pas possible de ne pas considérer que les drames que vivent certains pays du tiers monde sont porteurs de désordre international, de troubles voire d'explosions ; nos intérêts sont donc extrêmement liés à ceux de ces populations concernées, sans compter les problèmes de dignité* »¹. Pays de Savoie solidaires est la structure sur laquelle ils décident alors de s'appuyer pour assurer l'animation de cette politique innovante.

Progressivement, trois partenariats dits de « coopération décentralisée » sont mis en place dans l'optique d'un soutien durable à des collectivités plus démunies (au Sénégal, en Haïti et en Roumanie). En parallèle, une attention est portée aux Savoyards afin de les sensibiliser à l'intérêt de ces projets d'aide au développement. De grandes manifestations sont par exemple initiées au début des

Pays de Savoie
solidaires

est une structure
ressource au service
des acteurs de la
coopération et de la
solidarité
internationales en
Savoie.

Voir en fin d'article, p. 65

années 90, notamment en partenariat avec l'USEP pour associer des établissements scolaires (organisation de courses solidaires pour financer des programmes de construction d'écoles au Sénégal et en Haïti). Il s'agissait, à l'image de beaucoup d'autres associations à cette époque, d'encourager un état d'esprit d'ouverture au monde et de solidarité, mais la mission « éducative » au sens large ne sera formalisée en tant que telle que quelques années plus tard.

L'évolution

Au fur et à mesure que s'étoffent les projets de coopération au Sénégal, en Haïti et en Roumanie, les sollicitations en Savoie ne cessent d'augmenter : demandes d'informations, de conseils, recherche de financements, souhait de bénéficier de contacts dans les pays partenaires ou de participer à des projets... Les demandes de Savoyards sensibles aux questions de solidarité internationale, et soucieux de leur propre engagement, se multiplient chaque année et poussent Pays de Savoie solidaires à s'organiser pour les prendre en compte.

Différents types de publics sont identifiés sur le département :

- des communes
- des organismes d'animation locale
- des associations de solidarité internationale
- des établissements scolaires
- des collectifs informels d'éducation à la citoyenneté internationale (à la croisée de l'éducation populaire, de l'associatif et de l'éducation nationale...)
- des habitants qui voyagent, ou qui s'engagent, en particulier des jeunes

L'enjeu pour Pays de Savoie solidaires s'est vite imposé : parvenir à accompagner au mieux ces différents publics dans leurs initiatives et promouvoir ainsi une dynamique territoriale en matière de coopération et de solidarité internationale. Les résultats attendus ?

- que les citoyens soient informés, éclairés et éduqués à l'importance de s'ouvrir au monde et de construire notre avenir avec les pays « du Sud » et « de l'Est ».
- que des projets d'aide au développement de qualité puissent émerger et être mis en œuvre avec succès.

Ce sont donc des objectifs éducatifs au sens large qui ont été ainsi progressivement formalisés au fil des années, basés sur une certaine idée d'un mieux vivre ensemble à l'échelle planétaire : accès aux droits fondamentaux, démocratie locale, développement durable, richesse de la diversité culturelle...

Les activités aujourd'hui

Parmi les activités conduites par l'association, les actions d'éducation à la citoyenneté internationale se situent aujourd'hui au même niveau que les actions d'appui

au développement local dans le cadre des coopérations décentralisées au Sénégal, en Haïti et en Roumanie. L'association dispose désormais d'une approche de plus en plus structurée dans ce domaine. Elle s'appuie notamment pour cela sur le réseau associatif français qui, depuis plusieurs années, met en avant l'importance d'un engagement « ici » en complément de celui dont l'impact est d'abord « là-bas » pour œuvrer efficacement en faveur de la réduction des inégalités Nord/Sud.

En ce sens, l'évolution interne à Pays de Savoie solidaires correspond pleinement à celle du secteur de la solidarité internationale en France avec la définition formelle de deux objectifs :

- Informer et former pour une coopération au développement de qualité via l'appui conseil à des porteurs de projets, des séances collectives de formation (7 journées annuelles), la création de synergies entre structures locales (formalisation d'un réseau associatif en lien avec Madagascar, échanges d'expériences sur une thématique donnée ou sur un pays...)
- Encourager l'ouverture, la connaissance interculturelles et l'émergence d'un sentiment de citoyenneté internationale via la formation « au départ », les temps de relecture pour les voyages solidaires de jeunes, le soutien à l'organisation de manifestations comme la Semaine de la solidarité internationale, les échanges d'expériences entre personnes « du Nord » et « du Sud »...

Des activités diversifiées au service d'un même objectif : le mieux vivre ensemble à l'échelle planétaire

Pour mieux saisir comment notre travail d'éducation à la citoyenneté internationale se concrétise au jour le jour, trois focus sont proposés ci-après :

- l'activité d'appui-conseil aux associations de solidarité internationale
- la démarche d'accompagnement proposée aux jeunes (15-30 ans)
- les échanges entre habitants dans le cadre de la coopération décentralisée avec le Sénégal

59

Une structure ressource en solidarité internationale, quelles activités au quotidien ?

À Pays de Savoie solidaires, une petite équipe de professionnels du développement local et de la coopération internationale est à disposition de ceux qui le souhaitent (jeunes, adultes, associations, élus locaux, animateurs...) pour les aider à concrétiser leurs envies et leurs projets. La demande est importante. Plus de 25 jeunes et environ 35 associations, élus, enseignants, individuels sont accueillis chaque année dans nos bureaux. Leurs motivations et leurs projets sont variés : partir à l'étranger et se rendre utile, financer un projet de solidarité internationale, organiser une semaine de lutte contre le racisme dans une commune... Dans tous les cas, nous essayons de les aider à passer de l'idée au projet, en évitant les écueils, qui sont nombreux... En effet, aider n'est jamais simple ! Voici deux interpellations volontairement provocatrices pour illustrer ce constat :



Le don de matériel, une fausse bonne idée ?

« Nous avons, ils n'ont pas...donnons leur » : très logiquement, la première idée d'action face à des populations démunies naît de cette réflexion. Pourtant, la prudence est plus que de rigueur. Un tel positionnement multiplié par centaines peut facilement contribuer à entretenir une dépendance « du Sud » par rapport « au Nord », et nourrir une conception du monde selon laquelle les pays dits « pauvres » ne peuvent s'en sortir sans les dons des pays dits « riches ». Est-ce réellement l'objectif ? N'est-il pas plus porteur de travailler à ce que les populations du Sud prennent confiance en leurs propres capacités et trouvent les solutions leur permettant d'être de plus en plus autonomes ?

Dans la pratique, rares sont les dons, a priori gratuits, qui ne représentent pas un coût, in fine. Qu'ils soient économiques ou sociaux (un don peut se retrouver en concurrence avec le commerce local, créer des tensions entre bénéficiaires...), financiers (les frais d'acheminement, les frais douaniers, les frais de stockage...), écologiques (le traitement des déchets n'existe pas dans la plupart des pays concernés), ces coûts sont trop souvent négligés par les porteurs de projet en France ².

En réalité, on se rend bien souvent compte que la plupart des dons se révèlent inadaptés ou très peu durables dans le contexte des pays concernés. Pour être réellement utile, tout envoi de matériel (livres, matériel informatique, matériel médical...) doit donc être extrêmement bien préparé et s'inscrire dans une démarche de projet plus large.

L'Afrique, un terrain d'expérimentation pour nos bonnes intentions ?

Aujourd'hui, la majeure partie des initiatives qui nous sont présentées se concentre en Afrique de l'Ouest. Si elles témoignent toujours du souhait, pour les personnes « du Nord » d'être utiles et d'exprimer très concrètement leur solidarité envers les habitants vivant dans cette partie du monde, elles méritent très souvent d'être confortées dans leur montage.

Parfois, le diagnostic et le projet qui en découle sont exclusivement issus d'une réflexion conduite en Savoie, sans aucun ancrage local. Or, il est clairement impossible de garantir la pertinence d'une action qui ne s'appuie pas en premier lieu sur le vécu et la motivation des habitants là-bas.

Plus souvent, le projet est né d'une rencontre à l'occasion d'un voyage. Comment s'y prendre pour qu'il soit véritablement porteur d'amélioration des conditions de vie sur place ? Quelles que soient la thématique (environnement, santé, éducation...) et l'ambition du projet, il est impératif de questionner le contexte dans lequel il s'inscrit.

Prenons l'exemple d'un projet de construction d'un poste de santé au Burkina Faso. Approfondir le diagnostic initial permet par exemple de vérifier avec les partenaires locaux si l'action envisagée est la meilleure des réponses à apporter aux problèmes identifiés.

On s'interrogera aussi sur les acteurs mobilisés autour de cette initiative et sur leur légitimité : qui est à l'origine du projet ? Qui est porteur de sa préparation et de sa mise en œuvre ? En particulier, quel est le positionnement des autorités locales et des professionnels de la santé sur place ?

Autres questions qu'il nous semble important de se poser : comment ce projet est-il complémentaire d'autres initiatives en cours ou en préparation (plan directeur national en matière d'infrastructures sanitaires ? programmes d'ONG ? ...).

Les aspects budgétaires sont également à aborder très tôt dans la démarche, notamment ceux relatifs à l'équipement et au fonctionnement du bâtiment dans la durée (prise en charge du personnel...).

Malheureusement, il est assez courant de rencontrer en Afrique des constructions vides et à moitié terminées... Pour que le souhait d'être concrètement solidaires se traduise de manière réellement utile, c'est une vraie méthodologie de projet qu'il est souhaitable d'adopter, dans le cadre d'une solide relation de partenariat inscrite dans la durée. C'est à cette condition seulement que ces projets pourront effectivement concourir à un objectif de développement local maîtrisé par les populations sur place.

Sinon, ne courons nous pas le risque de faire de l'Afrique notre cour de récréation ?

Les bonnes intentions, c'est un bon début, mais cela ne suffit pas ! : C'est le message que nous essayons de transmettre aux personnes que nous recevons.

Il ne s'agit pas là de décourager et de laisser entendre que la solidarité internationale est un domaine strictement réservé aux « professionnels ». Il s'agit au contraire de faire que tous ceux qui souhaitent s'engager puissent le faire, les éléments de réflexion que nous leur proposons les engageant toujours à un questionnement de chaque instant et à prolonger l'échange avec leurs interlocuteurs au Sud (qui sont les premiers concernés).

Force est de constater que certaines idées de projet se transforment alors parfois en de « simples » projets d'échange humain, de rencontre et de partage entre personnes de cultures différentes. Ce genre d'évolution, loin de nous choquer, est même souvent encouragé ! En effet, si la volonté d'aider concrètement est souvent un moteur, celle d'aller à la rencontre d'une autre culture en est également pleinement un, et peut être largement aussi porteur !

**Les jeunes (15-30 ans) : un public privilégié
et une démarche pédagogique de plus en plus structurée**

Le travail en direction des jeunes a démarré très tôt avec le constat d'une demande croissante de leur part pour réaliser des projets de solidarité, partir à l'étranger, faire des stages humanitaires... Face à ce type de public, l'importance de travailler en

réseau afin de faire jouer les complémentarités entre professionnels et de répondre ainsi au mieux à leurs attentes s'est très vite imposée.

Collectivités territoriales, associations de solidarité internationale, structures d'animations locales...les interlocuteurs des jeunes porteurs de ce type de projets sont nombreux. Très vite, le travail en réseau leur a permis de mieux connaître la réalité de la demande et de s'outiller en conséquence tout en restant dans le champ de leurs propres compétences.

Ainsi, le Conseil général a enrichi sa politique jeunesse d'un dispositif de bourses spécifique aux actions d'ouverture internationale des jeunes. Ce dispositif est aujourd'hui complémentaire d'autres bourses existant en Savoie comme celles proposées par certaines communes ou celle de la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports. Les associations de solidarité internationale, elles, ont engagé ensemble une réflexion sur le sens des voyages solidaires de jeunes et progressivement construit une démarche commune de formation pour les accompagner avant leur départ et à leur retour. Les structures d'éducation populaire ont également trouvé un intérêt à la démarche en réseau : elles disposent maintenant de partenaires techniques bien identifiés pour orienter les jeunes avec lesquels elles travaillent au quotidien.

Depuis 2004, ce réseau d'abord informel s'est progressivement structuré et dispose aujourd'hui d'une identité commune. Il organise chaque année un week-end de formation au départ, un week-end de « relecture », différents temps d'information et des entretiens tout au long de l'année. Afin de développer l'ancrage local de ces démarches, le réseau encourage également les jeunes à partager leur expérience avec le plus grand nombre, par exemple par l'organisation de soirées de restitution de leur projet, au retour de leur voyage. L'accompagnement des jeunes est partagé entre plusieurs professionnels, certains spécialistes de l'animation jeunesse, d'autres de la solidarité internationale, et d'autres encore des aspects administratifs et financiers...

Les impacts de ce travail se font désormais clairement sentir localement, une preuve pour nous que cette « intuition » de réseau méritait d'être approfondie.

Ainsi les projets sont chaque année plus nombreux et les jeunes participant à l'ensemble de la démarche d'accompagnement également, et ce uniquement sur la base du volontariat. En 2008, 45 jeunes étaient présents au week-end de préparation au départ et autant au week-end de « relecture », sur une centaine de jeunes engagés dans des projets.

Par ailleurs, les financeurs (Conseil général, Ville de Chambéry, DDJS...) se sont accordés sur des critères pour la sélection des projets, critères issus de leurs échanges avec les « professionnels de la solidarité internationale », qui sont d'ailleurs associés à l'instruction des dossiers. Le souci de l'impact du projet au Sud, la prise en compte des difficultés liées à l'inter culturalité, l'intérêt de valoriser la réciprocité des échanges... autant de points de vigilances aujourd'hui partagés par l'ensemble du réseau.

Enfin, les quelques années de recul nous montrent que de nombreux jeunes, une fois le « détour » du voyage solidaire effectué, s'engagent en Savoie dans le secteur associatif, culturel, citoyen, voire politique... ! Pour nous, c'est le signe que « le Sud » peut aussi aider « le Nord », puisqu'il nous permet de prendre conscience et d'investir notre rôle de citoyen du local au global !

Il est clair que le travail réalisé dans le cadre du réseau « Jeunesse et Solidarité Internationale » est éducatif à 100 % ! Que ce soit en direction des professionnels du secteur jeunesse souvent néophytes en matière de solidarité internationale, en direction des jeunes et de leurs accompagnateurs, et indirectement, en direction des familles et de l'entourage de ces jeunes.

Avec une question majeure, en filigrane : « comment vivre et se construire dans un espace mondialisé ? ».

La coopération décentralisée : un partenariat de territoire à territoire pour des relations humaines à l'échelle internationale

En complément de cet accompagnement technique et méthodologique proposé aux associations ou aux jeunes en quête d'engagement solidaire, il nous est très vite apparu intéressant de nous appuyer sur nos partenaires de coopération au Sénégal, en Haïti et en Roumanie, pour être force de proposition et créer ensemble des supports concrets d'ouverture à la citoyenneté internationale pour les Savoyards.

La commune de Bignona, au Sénégal, est par exemple devenue notre partenaire privilégiée pour initier des projets d'échanges d'expériences dans le secteur éducatif. Les trois projets présentés ci-dessous proposent à des enseignants de Savoie et de Bignona de se connaître, d'échanger, et de travailler ensemble. Le premier s'adresse exclusivement à des enseignants stagiaires du premier degré en formation à l'IUFM. Le second mobilise des enseignants titulaires du premier degré en poste en Savoie depuis plusieurs années. Le troisième concerne un collège de Savoie, sous la conduite d'une équipe d'enseignants et d'un club solidarité.

- Pour les enseignants stagiaires à l'IUFM, le projet « Sénégal » a pris la forme d'un séjour d'une quinzaine de jours à Bignona, afin de découvrir, sous le parrainage de collègues enseignants sénégalais déjà expérimentés, le contexte éducatif, les pratiques pédagogiques, l'environnement familial et scolaire des enfants. À chaque édition, c'est l'occasion pour tous d'organiser des animations pédagogiques et de mener une réflexion croisée sur un sujet choisi ensemble. En amont de leur départ, les stagiaires savoyards suivent une formation à l'interculturalité et doivent, au plan professionnel, préparer des activités qu'ils pensent pouvoir conduire en classe au Sénégal. Sur place, travailler ensemble sur les différences entre les deux pays permet de réfléchir aux pratiques professionnelles des uns et des autres.

Ce projet a été réfléchi pour permettre tout à la fois d'apporter un complément à la formation initiale des enseignants Savoyards et d'enrichir la formation continue

des enseignants sénégalais, notamment sur des sujets tels que l'ouverture au monde. Depuis 2005, 120 enseignants de Savoie et de Bignona ont participé à ce projet.

- L'expérience de ces quelques années de partenariat avec l'IUFM de Chambéry nous a conduit à développer un autre projet permettant d'enrichir encore la démarche : un projet inscrit sur une durée de trois ans, impliquant des enseignants titulaires du côté sénégalais et français. En effet, l'expérience avec l'IUFM nous a permis de disposer de part et d'autres d'un vivier d'enseignants bien mobilisés, désireux de poursuivre des échanges et capables de préparer un projet avec des plus-values ici et là-bas !

Le projet « Craies en main » est ainsi né en 2007, avec un groupe d'une trentaine d'enseignants de Savoie et de Bignona, et des objectifs multiples : partir « là-bas » et accueillir « chez soi », découvrir un autre contexte éducatif, échanger des supports pédagogiques sur la thématique de l'éducation à l'environnement, correspondre entre enseignants, réaliser des supports communs... Actuellement en cours de réalisation, il permet de mobiliser des enseignants dans la durée, et de leur offrir un cadre privilégié de rencontres humaines, de solidarité vécue, et d'échanges professionnels. Aujourd'hui, nous savons que le projet fait du bruit dans les couloirs, ce qui laisse présager une édition numéro deux très prochainement !

- Troisième projet : un partenariat né à l'initiative d'un groupe d'enseignants savoyards entre un collège de Bignona et un collège de Savoie. Les échanges ont lieu à tous les niveaux : entre enseignants, entre élèves, entre parents et entre personnels des établissements. Ce projet a permis des expériences originales comme celle de réaliser des devoirs de mathématiques communs à 5 000 Km de distance ! Il a également permis, sous l'impulsion des enfants, de faire se rencontrer des familles entières. Ainsi, suite à l'accueil des enfants sénégalais en Savoie, 7 familles Savoyardes se sont rendues au Sénégal durant les vacances, logées dans leurs familles correspondantes. Quelle joie que de voir se rapprocher ainsi des personnes qui vivent un quotidien si différent ! N'est-ce pas une façon bien concrète d'expérimenter en vraie grandeur les questions de citoyenneté internationale ?

La réussite de ces trois projets repose en grande partie sur la confiance tissée d'année en année avec notre partenaire de Bignona dans le cadre d'une coopération de territoire à territoire, une coopération qui se décline maintenant d'habitants à habitants dans un esprit d'ouverture et d'enrichissement mutuel...

Si Pays de Savoie solidaires se préoccupe d'éducation à la citoyenneté internationale depuis plusieurs années maintenant, l'association essaye chaque jour d'en développer une approche pragmatique, adaptée aux attentes des Savoyards. Progressivement, la démarche se formalise, se structure...et s'enrichit de l'évaluation régulière des différentes activités conduites.

Convaincus de l'importance de ce travail d'ouverture des consciences « au Nord », en complément des activités d'aide au développement « au Sud » ou « à l'Est », il nous paraît évidemment primordial de participer à son renforcement et à sa reconnaissance à notre échelle, sur le département.

Tout est désormais lié sur notre planète, les décisions prises à un endroit ont des impacts à l'autre bout du monde. Migration, mondialisation, conflits, finances internationales, consommation, tourisme... tous ces sujets nous concernent tous, que l'on soit citoyen sénégalais, haïtiens ou français. Il nous semble donc aujourd'hui essentiel de prendre notre part pour que chacun puisse « mieux en comprendre les mécanismes afin d'agir en faveur d'un monde plus juste » comme le résume si bien le slogan de la « semaine de la solidarité internationale », campagne nationale d'éducation à la solidarité internationale que Pays de Savoie solidaires relaie sur le département.

¹ Extrait de la séance du Conseil général du 2 juin 1986.

² Les acteurs français de la solidarité internationale conduisent depuis quelques années une vraie réflexion de fond à ce sujet et se rejoignent à travers une même analyse. Cf. notamment les textes suivants : « Le don une solution », RITIMO ; « Charte du Don de livre », Culture et Développement ; « Don de matériel médical », Humatem...

Créée en 1988, l'association Pays de Savoie solidaires travaille en partenariat avec le Conseil général de la Savoie pour l'animation de sa politique départementale de coopération et solidarité internationales.

Pays de Savoie solidaires anime trois partenariats de coopération décentralisée : avec Bignona, Commune au Sénégal, avec Dessalines, Commune en Haïti et avec Argès, Département en Roumanie.

Pays de Savoie solidaires a également une mission d'animation territoriale afin de promouvoir une dynamique de solidarité internationale sur tout le département de la Savoie. Dans ce cadre, elle accompagne les associations, les jeunes, les établissements scolaires et les communes dans une démarche d'éducation à la citoyenneté internationale.

Pays de Savoie solidaires

Savoie Technolac, Bât. Aéro, B.P. 297
73375 Le Bourget du Lac cedex
Tél. 04 79 25 28 97 - Fax 04 79 25 07 68
www.paysdesavoiesolidaires.org



Éduquer pour une consommation plus responsable

Philosophie et valeurs d'Equi'Sol

Equi'Sol a pour objectif l'éducation vers une consommation plus responsable en proposant une alternative : le commerce équitable. Par commerce équitable on entend « un partenariat commercial basé sur le dialogue, la transparence et le respect, qui vise plus d'équité dans le commerce international. Le commerce équitable contribue au développement durable en proposant de meilleures conditions commerciales aux producteurs marginalisés, spécialement dans le Sud, et en sécurisant leurs droits. » (du réseau international de commerce équitable FINE 2001).

En interpellant les citoyens sur les relations économiques Nord/Sud, Equi'Sol suggère qu'une autre voie est possible et qu'il est indispensable de changer nos comportements de consommation. Le commerce équitable peut constituer une solution et l'association tend à développer et promouvoir ce type de commerce.

Equi'Sol et l'éducation au développement durable

Les activités tournent autour de deux pôles : l'éducation et la promotion du commerce équitable. Equi'Sol intervient par exemple auprès de lycéens et d'étudiants en animant des débats et en utilisant la pratique des jeux de rôle. Elle propose aux enseignants des outils pédagogiques basés sur une approche macroéconomique et une analyse critique du commerce international traditionnel.

Benoît Houssier

est chargé d'éducation pour l'association Equi'Sol, (promotion du commerce équitable) avec une formation universitaire en biologie et en animation scientifique. Auparavant animateur à l'ARIENA, association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace, a notamment participé à la conception de ressources pédagogiques d'éducation à l'environnement et à la formation d'animateurs dans ce domaine.

En pointant des dysfonctionnements comme l'effondrement des cours mondiaux des matières premières agricoles sans prise en compte des coûts réels de production, la situation des producteurs marginalisés ou la dégradation des ressources naturelles et du tissu social, Equi'Sol amène son public à réfléchir et repenser un système de commerce plus respectueux de l'humain et de l'environnement. De ce fait les lycéens et étudiants peuvent s'approprier plus facilement les principes fondamentaux du commerce équitable afin de réintégrer l'homme au cœur de l'économie. Face à la marginalisation des producteurs, il est nécessaire d'assurer une juste rémunération permettant la satisfaction des besoins élémentaires des producteurs et de leur famille dans le respect des droits fondamentaux. Pour stabiliser les cours mondiaux en regard des coûts réels de production, la relation durable entre partenaires économiques est préconisée pour une stratégie gagnant/gagnant Afin de ralentir la dégradation des ressources naturelles, la recherche de modes de production respectueux de l'environnement est mise en place. De même les cahiers des charges intègrent des volets environnementaux et sociaux.

Ainsi les apprenants sont dans un processus de construction où chacun des dysfonctionnements est mis en débat, puis, dans une démarche systémique, des solutions sont proposées.

Dans le cadre de son activité de promotion du commerce équitable, Equi'sol apporte un appui aux porteurs de projet dans le domaine du commerce équitable par la formation et l'accompagnement. Elle met en relation les acheteurs et les fournisseurs en organisant des tables rondes ou le salon européen de commerce équitable (Cf.www.salon-europeen-commerce-equitable.org). Elle oriente les porteurs de projet vers les filières les plus fiables possibles tout en développant les débouchés pour les producteurs. Ainsi, par la publication d'un guide de la commande publique et la mise à disposition d'une liste de fournisseurs sur le site www.ofretic.com, elle incite les acheteurs à s'orienter vers le commerce équitable dans une démarche d'achats responsables et elle les aide à faire leur choix.

Afin de garantir un système viable, des produits de qualité doivent être proposés aux consommateurs. Cela repose sur le respect des principes du commerce équitable. Un travail de sensibilisation et d'information est cependant nécessaire car les consommateurs français ne savent pas toujours où trouver les produits et s'y retrouvent difficilement dans les différents labels. Ce travail d'information passe également par les sites internet conçus par Equi'Sol comme www.equidoc.info ou www.educationequitable.com spécialement destiné aux animateurs et enseignants.

La démarche du commerce équitable est donc une réponse possible aux problématiques du développement durable puisqu'elle reprend les critères environnementaux, sociaux et économiques dans ses cahiers des charges. L'association met en avant le processus d'amélioration dans lequel s'inscrivent les organisations de commerce équitable, en particulier sur le problème du transport (bilan carbone) et du conditionnement (gestion des déchets). Sa vision du commerce équitable comme une alternative parmi d'autres lui permet aussi de préconiser l'achat local.

Le commerce équitable ne doit pas être limité à la solidarité internationale. En effet, pour que le système puisse fonctionner, il faut proposer des produits qui ont un potentiel commercial réel, qui peuvent répondre à un réel besoin des consommateurs et qui soient économiquement viables.

La sensibilisation au commerce équitable en milieu scolaire

Benoît Houssier ajoute : « En tant que chargé d'éducation, je suis amené à intervenir en face à face avec des étudiants ou des lycéens. Mon animation est souvent organisée en deux temps. Tout d'abord, je sensibilise aux problématiques en mettant en situation des élèves par un jeu de rôle, par exemple sur le café. En travaillant sur les relations producteurs/intermédiaires, les élèves sont confrontés aux difficultés de la négociation, aux forces et faiblesses du système.

Une animation qui fonctionne est celle où je peux me retirer en tant qu'animateur à l'issue du jeu de rôle parce que les élèves lancent d'eux-mêmes le débat et se posent les bonnes questions. Ainsi ils sont mieux préparés à aborder le commerce équitable.

Le deuxième temps de l'animation s'appuie sur un exposé sur le commerce équitable, l'objectif étant de comprendre pourquoi et comment existe le commerce équitable. Comme les étudiants et lycéens sont des consommateurs et de futurs professionnels, il est important d'aborder le sujet avec un regard critique, de les amener à réfléchir à la portée de leur acte d'achat. Ils comprennent qu'ils ont la possibilité d'agir en changeant leur comportement d'acheteur.

Les difficultés rencontrées lors de ces animations sont de deux ordres : amener les élèves à dépasser leur perception individuelle, relier leur acte d'achat à des dimensions plus globales dans une approche systémique.

Mon rôle est également de suggérer la mise en place d'actions d'information et d'accompagner l'organisation d'une dégustation de produits issus du commerce équitable par exemple. Les étudiants, sont par ailleurs informés qu'ils peuvent réaliser des stages dans ce domaine, être bénévoles ponctuellement sur des événements ou travailler dans des associations ou entreprises de commerce équitable. »



Construction d'une école à Madagascar Projet de solidarité internationale

L'association d'éducation à l'environnement pour un développement durable, Les amis de Circée propose différents axes dans son projet associatif, notamment un axe « solidarité internationale ». Cet axe s'est concrétisé en mai 2008 à Madagascar et plus précisément à Andavakoera, village de brousse près de Diego Suarez avec un premier projet de construction d'une école mais qui promet traiter des problématiques plus globales propres au village.

« Un enfant qui ne va pas à l'école, c'est tout un peuple qui ne grandit pas ».

Cette belle maxime est inscrite au dessus du tableau de l'école d'Ivôvona, village de brousse près de Diégo Suarez (maintenant Antsiranana), au nord de Madagascar. C'est à cette école que se rendent depuis des années les enfants d'Andavakoera, autre village de brousse, distant de 3.5 km. En fait, ils s'y rendent quand ils le peuvent car les prétextes à renoncer sont nombreux : chaleur et fatigue, travaux à faire à la maison, saison des pluies surtout quand il y a des inondations sur le parcours, des caïmans en maraude parfois.

Du 16 avril au 10 juin derniers, Jacqueline et Denis Charron, membres actifs des Amis de Circée ont participé à la construction d'une école à Andavakoera. Charly, un jeune cinéaste parisien, rencontré l'an passé à Diégo, s'est joint à l'aventure et a ramené de superbes photos et des cassettes encore au montage.

Denis Charron
professeur de Génie Civil, a enseigné essentiellement dans les classes de BTS Génie thermique et Economie de la construction. Pendant 15 ans, il a animé dans ses classes des projets EDD sur les thèmes des énergies renouvelables et de la qualité environnementale dans la construction, et dans les établissements fréquentés, des groupes de recherche action en EDD. Membre fondateur des Amis de Circée, co auteur de « Éducation à l'environnement, la pédagogie revisitée » CRDP de l'académie de Grenoble.

Au cours de l'été 2007, nous avons passé un peu plus de deux semaines à visiter et à grimper sur des falaises autour de Diégo Suarez. Nous avons été autant séduits par la gentillesse des gens et la beauté des paysages que frappés par la pauvreté de la population. D'où l'idée de voyager différemment et de faire quelque chose de notre temps et de notre énergie pour un des villages rencontrés. Mathieu, le gérant de l'agence qui organise les séjours d'escalade, mène des actions depuis longtemps pour améliorer les conditions de vie dans les villages où il a ses camps de base ; il nous a dit que la priorité était l'école d'Andavakoera. Le conseil d'administration de l'association a accueilli avec enthousiasme l'idée de soutenir le projet d'Andavakoera dans sa globalité (construction de l'école, électrification solaire, irrigation et reforestation).

Andavakoera (la grotte aux perroquets) est un petit village sur un plateau à 200m d'altitude, dans un décor de rêve entre l'océan indien et les falaises grises et oranges de la Montagne des Français, au pied desquelles ondulent au vent fort du varatraz de somptueuses forêts où le baobab est roi. C'est une magnifique zone escarpée, boisée, protégée par le statut de parc national. Ce village dépend de la commune de Ramena. L'habitat est dispersé, de misérables cases en tôle rouillée, avec toit végétal ou en tôle, surélevées par rapport au sol, où s'entasse le soir une famille entière. Les gens sont des agriculteurs éleveurs : riz, fruit (en ce moment les pommes cannelles) très peu de légumes, zébus et volailles. Ils sont toujours charbonniers, surtout ceux qui n'ont rien d'autre mais cela devient difficile de trouver du bois en dehors du parc. Alors, Mathieu tente d'encourager et de développer la reforestation mais c'est compliqué car il faudrait, dans un premier temps, tout faire avec eux. Il y a environ 75 habitants dont 35 enfants ; l'espérance de vie à Madagascar est de 53 ans. Les femmes sont vêtues de voiles très colorés et tous ont le sourire aux lèvres en toutes circonstances.

Nous souhaitons que ce petit bâtiment, une salle de classe de 36 m², pour 24 enfants, soit la plus « écologique » possible, en matériaux locaux, et la moins chère possible vu notre budget. Mais le maire de Ramena, pour qui cette école était aussi une priorité et qu'il avait promise aux villageois, ne partageait pas la même vision. Dans les autres villages de sa commune, ont été construites des écoles en dur, tout béton, financées par une agence américaine qui s'intéresse à la biodiversité exceptionnelle de la Montagne des Français... Il souhaite reproduire à Andavakoera la même chose mais notre budget n'a rien à voir (nous avons un peu moins de 5 000 €, récoltés auprès d'amis, de parents et complétés par l'association). Après de longues palabres et divers rebondissements qui nous ont donné quelques sueurs froides, une construction en « demi dur » a été validée : ossature bois avec un remplissage en parpaings de 10 cm, pignons en planches, toiture en tôle.

Au fur et à mesure des jours, nous avons dû apprendre et nous adapter aux conditions de travail en brousse à Madagascar. Dès le début, il a fallu tout prévoir de la fabrication des outils (brouettes, moules à parpaing, marteaux, ciseaux à bois, arrosoir, etc.) à l'installation et à l'approvisionnement de notre camp de base, sous de vastes manguiers. Mathieu et son équipe nous ont été très précieux, notamment Noël, notre guide interprète et sans oublier Roukia la cuisinière !

Tout a été fait à la main : les parpaings au bord de la rivière (plus de 600 !), les fondations, la charpente, les dalles. Nous avons avec nous Janvier, un charpentier de Diégo ; chaque semaine nous embauchions six ouvriers du village et il y eut de nombreuses « corvées d'intérêt communal ». Presque tous les villageois auront ainsi participé au chantier : les hommes à la construction et à charger les granulats, les femmes pour apporter l'eau sur la tête, jour après jour, les enfants pour l'eau aussi et pour transporter les parpaings de la rivière au terrain dans la charrette à zébus, les anciens pour de menus travaux, comme tailler des chevilles pour la charpente et maintenir la motivation. Quelle belle solidarité collective !! Quelle belle énergie aussi, rien ne les rebute et tout cela dans la bonne humeur et les éclats de rire !! C'est une micro société où les conditions de vie sont difficiles mais où des valeurs qui nous paraissent essentielles sont préservées et pleinement vécues. Nous avons beaucoup appris, beaucoup reçu et, avec leur motivation toujours bouleversante, nous étions poussés par une « obligation de résultat » !



Notre chantier a bien sûr respecté les traditions malgaches. À Madagascar, le culte des anciens est très important et très présent. À deux reprises, il a été procédé à une cérémonie rituelle, appelée djôro, à laquelle tout le village fut convié, pour communiquer avec les ancêtres. Pour la pose de la première pierre, Le Dada, le plus ancien initié du village, a parlé aux ancêtres et leur a demandé de protéger tous les ouvriers pendant le chantier. Il a versé du miel aux quatre coins des fondations, déposé un peu de tabac et de limonade et partagé le miel entre tous en le versant au creux de nos mains. Une pluie fine s'est abattue sur nous à ce moment là, ce qui était la preuve que les ancêtres nous protégeaient. Nous avons enfoui une pièce de monnaie française et une pièce malgache sous le premier parpaing posé à l'angle nord-est de la construction, le point sacré dans tout édifice malgache. Tout le monde était silencieux, l'émotion était palpable.

Pour la fin des travaux, avant notre départ, la cérémonie a été plus importante, en présence des conseillers du maire, des instituteurs de l'école voisine de Ivôvona, de Mathieu et de son équipe et, bien sûr, de tout le village. Les hommes étaient tous ceints à la taille d'une lamba, large bande de tissu coloré et les femmes vêtues de salouvana, leur lamba autour des épaules : beau chatoiement de couleurs vives. Le Dada a raconté aux ancêtres ces vasahas soudain débarqués dans le village pour construire cette école tant attendue. Il a remercié Dieu et les ancêtres d'avoir veillé au bon déroulement des travaux, et il a fait les offrandes traditionnelles. Il a demandé une protection particulière pour tous les enfants qui étudieront dans cette école. Puis les femmes âgées ont entamé une mélodie rythmée reprise par les villageois. Le Dada s'est mis à danser lentement, un beau sourire éclairant son visage buriné. Nous l'avons rejoint ainsi que Mathieu et quelques femmes. Jacqueline, en présentant avec émotion la plaque de bois gravée et incrustée à l'os de zébu, offerte par Mathieu, a dit, qu'à la demande des villageois, nous avons proposé de baptiser l'école « Tsyka djaby » ce qui signifie « Tous ensemble ». Tous ont applaudi, les lunettes de soleil étaient les bienvenues pour cacher nos yeux embués de larmes de joie.

Quand nous avons quitté Diégo après six semaines de travail intensif, il ne restait que les finitions. Le bâtiment a été terminé une semaine plus tard par Janvier et les ouvriers du village ; c'est sûrement l'école la plus pimpante et la plus originale de la région ! Durant notre séjour, nous avons fait fabriquer les tables, le bureau et la chaise pour l'enseignant et acheter les fournitures scolaires de base. Le dossier pour que l'enseignant soit nommé à la rentrée de septembre a été remis aux autorités.

Telle fut donc pour nous cette superbe aventure humaine, une petite goutte dans l'océan, que nous espérons prolonger dans les mois et les années à venir.

Septembre 2008, l'école est vivante !

Un banc à l'ombre d'une case misérable, entourée d'un tas de débris de toutes sortes. Le soleil cogne fort en ce début d'après midi. Je suis avec le président du village d'Andavakoera Augustin, trois hommes du village et Rachid le chauffeur



de New Sea Roc (NSR). Une palabre improvisée s'engage dans le calme et la sérénité. Dans ce décor sordide, la discussion va être d'une grande profondeur. Tout s'efface, j'écoute la musique de cette langue que je ne comprends pas, en attendant le moment où Rachid traduira ce qui vient d'être dit (les malgaches s'expriment beaucoup par de longues périphrases). Il est question d'abord du grave problème qui agite le village : un des leurs vient de se faire prendre à voler des zébus, très grave délit ici, puis de l'école qui fonctionne avec l'arrivée des instits, des projets que nous pourrions mener ensemble depuis qu'ils ont appris à nous faire confiance.

Jacqueline quant à elle est à l'école depuis le matin, tantôt maîtresse d'école, tantôt conseillère pédagogique. Elle est bien dans son élément, autour des chères têtes blondes – ou plutôt brunes, très brunes !! – qui occupent cette école pimpante, lumineuse et aérée, rêvée il y a seulement quelques mois. Il y a les deux instituteurs, Berni et Nirina, qui se relaient, un tout jeune couple avec leur bébé Felena « feuille de fleur ». Ils sont un peu perdus car ils n'ont jamais fait de classe unique ni vécu en brousse. Il y a 13 élèves en CE et CM le matin de 7h30 à 12h avec Nirina, et 23 élèves en maternelle et CP l'après midi de 13h à 17h avec Berni.

De ce qu'elle a pu voir en une journée de classe avec Berni et Nirina, Jacqueline a proposé de réorganiser la répartition des enfants, donné quelques conseils (du genre valoriser, encourager aider ces enfants parfois faibles compte tenu des conditions antérieures d'apprentissage) et noté tout ce qui manque. En fait presque tout... des cahiers de dessin et d'écriture aux livres pour les enseignants en passant par des jeux pour les tout petits ! Nous avons fait une liste d'achats à faire avant de partir.

Et puis, nous avons rencontré Madame Berthe, la conseillère pédagogique (chef ZAP) de la circonscription de Ramena, qui vit à Diego. Jacqueline a décrit les principaux problèmes rencontrés à l'école. Madame Berthe a beaucoup de bonne volonté, une excellente approche pédagogique mais aucun moyen, notamment pour se déplacer donc nous l'avons emmené passer une journée à Andavakoera. Elle a pu régler de nombreux problèmes et mettre vraiment les instits sur de bons rails ! Mathieu essaiera de l'amener de temps à autre au village pour qu'elle puisse continuer le suivi.

Il faut aussi prévoir de leur construire une case, car ils sont logés provisoirement dans l'annexe plutôt lugubre de la maison communale, et, à la saison des pluies, ils ne pourront plus rentrer à Diégo le week end. En l'évoquant au cours de la palabre, John a proposé un terrain à l'entrée du village. Alors, nous allons financer l'achat des matériaux et nous avons embauché Jaovavy et Tombo à mi temps pour trois mois avec diverses tâches : construction de la case, nettoyage du captage, plantation d'acacias (ils mesurent aujourd'hui une dizaine de cm dans la pépinière, mais poussent extrêmement vite sous ces latitudes) et quelques finitions sur le bâtiment de l'école. Tout s'annonce bien et Mathieu surveillera et gèrera tout cela.

La priorité dans ce village est maintenant l'irrigation dont nous venons de commencer l'étude. Aujourd'hui les femmes vont chercher l'eau pour boire dans le puits à 400m du village ou au niveau d'une pompe qui a été installée par le Bureau International du Travail à 600 m du village mais qui, pour eux, est trop ferrugineuse (mauvais goût). Le manque crucial d'eau cette année a empêché quatre familles de cultiver le riz, ce qui est dramatique pour eux.

Pour le futur projet, il s'agirait, à partir d'un captage réalisé il y a longtemps dans la montagne, d'alimenter en eau le village et de permettre d'irriguer les terres. Le président dit que si nous arrivons ensemble à réaliser ce projet, ils pourront cultiver toute l'année, varier les productions et arrêter de déforester pour faire du charbon, car ils seront davantage autosuffisants et auront d'autres produits à vendre au marché de Diégo. J'insiste pour qu'ils appuient et qu'ils participent à l'opération de reboisement initié par Mathieu – 6000 arbres répartis en trois pépinières gérées par trois personnes (les premiers salaires) – car c'est fondamental pour la protection des sols et la rétention d'eau, mais aussi pour produire d'autres fruits et faire du charbon de bois de manière raisonnée.

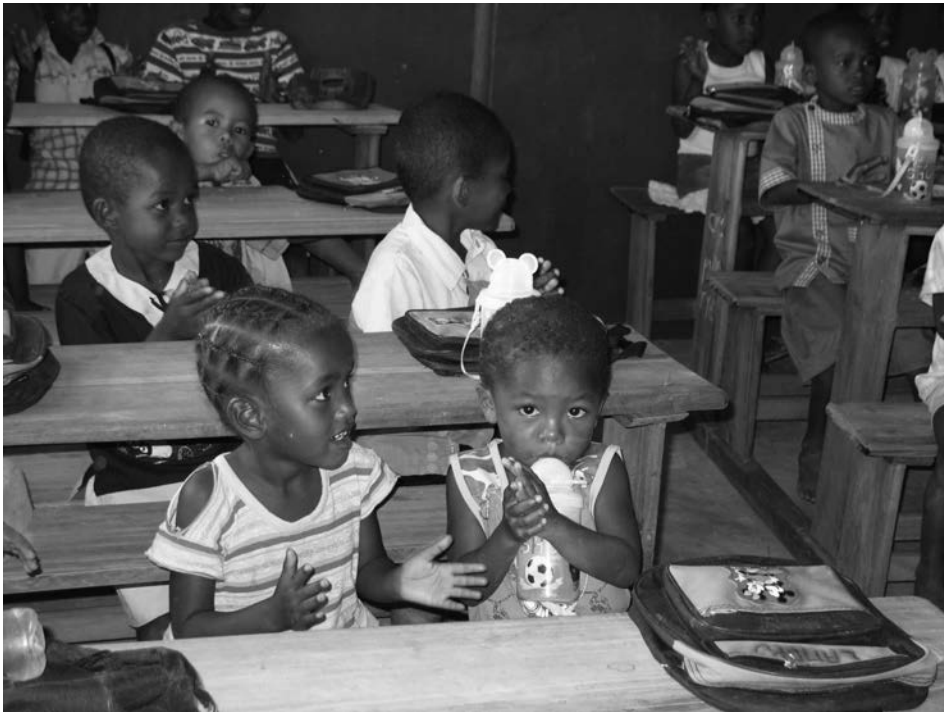
Avec Rachid et Fleury nous avons estimé le débit au captage à 200 l/mn (important encore en cette fin de saison sèche) et mesuré la distance jusqu'au village en suivant au mieux le lit du ruisseau, soit 27 longueurs d'une corde d'escalade de 70 m !!! L'étude hydraulique et financière de différentes solutions reste à faire.

Jacqueline et moi, proposons de revenir en milieu ou fin d'année 2009 pour mettre en œuvre ce qui pourra l'être : toilettes sèches pour l'école (réalisation qui intéresse d'autres villages de la commune de Ramena), l'amenée d'eau, des éléments d'électrification... un beau programme en perspective et quelques mois pour trouver les financements. Pour en terminer avec les finances (ou presque !!!!), les Amis

de Circée rémunère l'un des instituteurs (il n'était pas prévu qu'il y en ait deux), soit 40 €/mois... L'association des parents d'élèves – FRAME – qui a dû obligatoirement être créée, financera pour moitié le second salaire (c'est déjà très lourd pour eux) et Mathieu prendra l'autre moitié à sa charge.

Par ailleurs, nous avons aussi rencontré monsieur Haingo responsable de SAGE, Service d'Aide à la Gestion Environnementale. Rencontre passionnante qui nous a permis de comprendre la structure future du parc de la montagne des français à l'image de nos parcs naturels régionaux. L'un des axes est le transfert aux communautés locales de la gestion des ressources naturelles de base et des espaces naturels. D'où la création prévue de différents emplois : guides, porteurs, pisteurs, gardes parcs... Notre projet global avec Mathieu et les villageois l'intéresse beaucoup, dans l'esprit du village pilote du maire pour un transfert et une mutualisation d'expériences avec les différents villages concernés par le parc.

Nous avons tous les éléments pour constituer maintenant un solide dossier : une vraie problématique environnementale en grandeur réelle et un partenariat sur le long terme.



mouvances & réseaux



Le Réseau francophone de recherche en éducation relative à l'environnement : Favoriser le déploiement de la recherche en francophonie

La langue française n'a plus la place prépondérante qu'elle occupait autrefois sur l'échiquier politico-économique mondial, mais elle est associée à une mouvance de solidarité croissante entre les pays qui ont le français en partage et qui souhaitent affirmer leur identité et leur résistance face à l'hégémonie d'une mondialisation marchande et unilingue. La langue française est sans conteste l'une des grandes richesses culturelles de notre planète, portée par des centaines de millions de gens et occupant actuellement le onzième rang des langues les plus utilisées dans le monde et le deuxième rang des langues officielles au sein des instances internationales.

Il faut toutefois noter que la situation diffère d'une région à l'autre. L'enjeu autour de l'usage de langue française n'est sans doute pas le même en Amérique du Nord qu'en Europe ou en Afrique. Par ailleurs, peu de personnes se questionnent sur l'usage de la langue de la communication scientifique, comme si c'était normal que tous les résultats de nos travaux de recherche soient rendus publics prioritairement en anglais. Cet usage permet difficilement à la recherche en langue française d'être perçue comme un pôle important de production de savoir scientifique. En outre, l'utilisation d'une langue étrangère sépare les chercheurs de l'ensemble de leurs milieux de pratique et ne permet pas toujours le contact des citoyens avec une connaissance scientifique ancrée dans des réalités culturelles spécifiques. Une langue correspond à une façon de percevoir, de penser, d'interpréter et d'exprimer le monde ¹.

Étienne van Steenberghe,
Coordonnateur du Réseau francophone international de recherche en éducation relative à l'environnement.
refere@uqam.ca

Lucie Sauvé
Ph.D. professeure au département d'éducation et pédagogie de l'Université du Québec à Montréal, est titulaire de la chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, membre de l'Institut des sciences de l'environnement et de l'Institut de recherche en santé et société. Elle est directrice du Programme court d'études supérieures en éducation relative à l'environnement et co-dirige la revue internationale de recherche *Éducation relative à l'environnement – Regards, Recherche, Réflexion*

Depuis de nombreuses années, des chercheurs francophones en éducation relative à l'environnement se rencontrent occasionnellement - dans des colloques, séminaires, assises, forums, etc. - pour partager et discuter leurs publications et travaux de recherche. Ceux-ci reconnaissent ainsi d'une part, l'importance de la visibilité de la langue française tant dans les communications que dans la diffusion de leurs travaux de recherches et d'autre part, la nécessité de discuter entre eux dans une langue commune. Ces rencontres ont mené à la création du *Réseau francophone international de recherche en éducation relative à l'environnement* (RefERE : www.refere.ugam.ca), qui s'est formalisé en 2004 à Montréal (Québec), dans la foulée du Colloque international « Le croisement des savoirs au cœur des recherches en éducation relative à l'environnement ». La mise en place d'un tel réseau prend tout son sens si l'on considère qu'en éducation relative à l'environnement, la dimension culturelle - et donc linguistique - occupe une place importante.

Quelles sont les caractéristiques du réseau RefERE ? En quoi ce réseau est-il utile pour l'enracinement du champ de l'éducation relative à l'environnement dans le monde francophone ? Quelles sont les limites du fonctionnement d'un tel réseau ? Quelles sont les perspectives d'avenir ?

Caractéristiques du Réseau

Les réseaux s'organisent autour d'un domaine de connaissances, de compétences et d'activités à propos duquel ils permettent d'établir entre leurs membres des relations d'échange, de diffusion, de discussion et de reconnaissance de compétence. Les réseaux permettent à leurs acteurs de créer entre eux des liens d'appartenance, voire de solidarité et de complicité. Le *Réseau francophone international de recherche en éducation relative à l'environnement* favorise le rapprochement des chercheurs de ce domaine et encourage des collaborations transdisciplinaires, inter-institutionnelles et inter-sectorielles afin d'améliorer la qualité des travaux de recherche. Ce réseau couvre la plupart des régions francophones du monde et se caractérise non seulement par le partage d'une langue commune, mais également par ses objectifs et son dynamisme.

Il s'agit d'abord et avant tout d'un réseau d'échange pour faire reconnaître et renforcer la recherche en éducation relative à l'environnement dans le monde. L'existence même du Réseau dépend prioritairement de l'implication de ses membres. L'idée de partage et de mutualisation des informations est ici fondamentale. C'est la « sève » qui nourrit le réseau et constitue sa raison d'être. Comme nous l'avons signalé, la plupart des publications de recherche se font désormais en anglais. De nombreux praticiens ainsi que certains chercheurs en éducation relative à l'environnement (et autres champs associés) ne maîtrisent pas adéquatement cette langue et peinent à prendre connaissance des avancées et des recherches dans leur domaine. Cet état de choses entraîne entre autres des répercussions sur les pratiques éducatives. Pour contribuer à résoudre ce problème, le Réseau RefERE, via son site Internet, met à la disposition de la communauté francophone des articles en version intégrale, des points de vues, des rapports de

recherche, des résumés des communications faites lors de colloques, des mémoires et thèses, etc. Autant d'informations en langue française qui sont ainsi centralisées, mais libres de droits. La mutualisation permet cette dimension collective par laquelle nous aidons à mieux faire connaître notre champ de recherche. Le site Internet du Réseau accueille tous les points de vue qui peuvent éclairer la complexité et la richesse de ce champ.

Le site Internet permet de faire connaissance avec l'ensemble des chercheurs membres du Réseau. Il offre diverses informations utiles : l'annonce de colloques et de conférences, un répertoire de formations en éducation relative à l'environnement, des outils pour faciliter la recherche, une liste de bourses d'études et d'emplois disponibles pour les jeunes ou nouveaux chercheurs, etc. L'une des stratégies majeures de ce réseau est la publication d'une revue annuelle : *Éducation relative à l'environnement. Regards. Recherches. Réflexions*. Plus encore que la diffusion de textes, la production de cette revue permet la mise en œuvre d'un processus de co-formation, d'échanges et de discussions critiques au sein de la communauté des chercheurs en éducation relative à l'environnement. L'enjeu n'est pas uniquement scientifique, il est également stratégique : il s'agit de stimuler le développement de l'éducation relative à l'environnement, de soutenir et de valoriser à cet effet les travaux des chercheurs, dont la plupart inscrivent leurs projets au cœur d'une pratique d'éducation ou de formation bien concrète. Une liste de discussion accessible sur le site Internet offre également un espace pour débattre de différents aspects de la recherche ainsi que de différents concepts, théories et enjeux qui sont reliés à l'éducation relative à l'environnement.

Une autre caractéristique du Réseau est la méthode de travail, basée sur la participation des membres. Le contenu et l'enrichissement du site Internet (tableau en fin d'article) sont tributaires de l'apport des chercheurs. La diffusion de leurs projets et productions à travers le Réseau RefERE permet de participer à la construction progressive du champ de recherche. Ainsi le Réseau permet de rendre accessible et de valoriser le travail des chercheurs. Il stimule la co-formation continue et établit ou renforce des liens entre les chercheurs et entre ces derniers et les acteurs des milieux de pratique. Il favorise le déploiement de la recherche en éducation relative à l'environnement dans l'univers culturel francophone, dans la perspective d'enrichir la mosaïque mondiale.

Fonctionnement

Un réseau naît le plus souvent d'un besoin. Tel que signalé, la création du *Réseau francophone international de recherche en éducation relative à l'environnement* est issue d'un désir et d'un processus de collaboration entre chercheurs francophones au cours des 20 dernières années. Aujourd'hui, le Réseau s'est structuré avec la mise en place d'un comité scientifique composé d'experts reconnus. Ce comité encadre et soutient des actions structurantes et a pour mission d'assurer la qualité des informations diffusées sur le site Internet. L'animation et le développement du Réseau sont assurés par un coordonnateur.

Dans sa forme actuelle, le Réseau RefERE regroupe divers types de membres : membres chercheurs, membres étudiants-chercheurs et membres institutionnels, qui y trouvent un lieu privilégié d'échange et de discussion sur leurs préoccupations, intérêts et travaux de recherche. Tous les membres consacrent une partie de leurs activités de recherche à l'éducation relative à l'environnement ou dans d'autres domaines associés et ont publié des ouvrages ou articles en langue française. L'adhésion au Réseau est validée par le comité scientifique.

Une lettre d'information mensuelle – la *Lettre RefERE* –, outil de liaison et de communication avec les membres ainsi qu'avec toutes les personnes ayant un intérêt à l'égard du champ de l'éducation relative à l'environnement, informe entre autres des nouveautés sur le portail Internet. Ce médium permet d'assurer un lien régulier entre la coordination du Réseau et les membres.

Certes, le développement d'approches de travail interdisciplinaires et intersectorielles a favorisé la mise en place de ce Réseau. Mais certaines conditions sont nécessaires pour assurer son fonctionnement. Examinons à cet égard certains aspects positifs et négatifs. D'une part, le travail en réseau permet de créer des liens privilégiés entre les institutions et les chercheurs entre lesquels il n'y aurait pas forcément de collaborations. Cela permet d'établir plus facilement des liens de reconnaissance, d'appréciation et de confiance qui peuvent faciliter des collaborations futures. Mais par ailleurs, le fonctionnement du Réseau RefERE a ses limites. Il se déploie dans l'ensemble de la Francophonie et le partage d'un si vaste espace ne favorise pas le fait d'entretenir des liens étroits entre les membres. Nous convenons que la construction de liens est plus facile lorsque les personnes ont un patrimoine commun, géographique ou autre, et ont l'occasion de se rencontrer lors d'événements communs. Si tous les membres ont la possibilité d'enrichir le contenu du Réseau, de participer aux échanges et à la mutualisation des ressources, cela ne fonctionne pas de façon optimale. En effet, le plus souvent, cette implication est portée par quelques membres.

Essor de l'éducation relative à l'environnement et dynamisme du Réseau

Le Réseau RefERE s'affirme toutefois de plus en plus comme un lieu de collaboration entre les acteurs de la recherche pour le partage et la discussion des idées. Les membres du Réseau participent fréquemment à des rencontres pluri-, inter- et transdisciplinaires et s'ouvrent ainsi à de nouveaux champs de compétences. Des besoins de co-formation surgissent ainsi naturellement au sein du Réseau et les chercheurs y trouvent un lieu de développement professionnel. De nouveaux projets voient le jour témoignant ainsi l'efficacité de la dynamique du Réseau. Notamment, en plus de la revue annuelle, la production d'un document portant sur la spécificité et les enjeux de la recherche francophone en éducation relative à l'environnement sera réalisée au cours de l'année qui vient. L'organisation d'un atelier-rencontre dans le cadre du 5^e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement (Montréal, mai 2009) permettra de diffuser et de discuter ce document, soulignant ainsi dans l'espace international la vitalité des travaux de recherche en Francophonie.

Perspectives d'avenir

Le Réseau a pour mission en effet de stimuler la recherche en éducation relative à l'environnement comme contribution au développement de sociétés socialement et écologiquement responsables au sein de la Francophonie, et de façon plus large dans l'espace mondial. Il poursuit des actions de valorisation de la recherche et aussi de co-formation en matière d'éducation relative à l'environnement dans le monde francophone. Une telle dynamique devrait se renforcer au cours des mois et des années à venir avec la mise en place de partenariats entre unités de recherche et de nouvelles collaborations entre chercheurs. C'est l'union de nos forces respectives qui permettra de stimuler l'essor francophone de la recherche en éducation relative à l'environnement.

Les processus d'éducation relative à l'environnement sont indissociables de la prise en compte de la diversité culturelle, ce qui implique la reconnaissance de la spécificité du mode de rapport au monde en Francophonie comme au sein même de cet espace géo-politique si diversifié. Il s'agit d'apprendre à « Vivre ensemble, sur terre »². Le *Réseau francophone international de recherche en éducation relative à l'environnement* s'inscrit dans une telle perspective. Il s'agit d'un espace où les chercheurs peuvent partager et diffuser leurs travaux, nouer des liens de « métissage » théoriques, disciplinaires, culturels et autres. Notre souhait est de convier les chercheurs de toute la Francophonie à s'inscrire comme membre du Réseau et à le rendre chaque jour encore plus dynamique. Nous souhaitons aussi convier les praticiens à déployer une éducation relative à l'environnement de plus en plus pertinente et réflexive. Nous les invitons à interpeller le monde de la recherche afin d'assurer un ancrage de la construction des savoirs dans les réalités contextuelles des communautés, et à participer à de telles dynamiques.

³ Voir le site Internet de l'Institut Goethe Montréal - La langue et ton environnement <http://www.goethe.de/INS/CA/MON/wis/umw/frindex.htm>

⁴ C'est le thème central du 5^e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement : www.5weec.org

Quelques pistes bibliographiques

Bibliothèque du monde connectée - OCLC (2008). *L'état des langues dans le monde* [en ligne - consulté en octobre 2008].

Accès : <http://www.oclc.org/ca/fr/languagesets/educational/languages/language-ranking.htm>

Éducation relative à l'environnement. Regards. Recherches. Réflexions [revue francophone internationale]. Accès : <http://www.revue-ere.uqam.ca>

Encyclopédie de la Francophonie (consulté en octobre 2008). *Dossier Science : Enjeux de la langue française*. Accès : <http://agora.qc.ca/francophonie.nsf/Dossiers/Science>

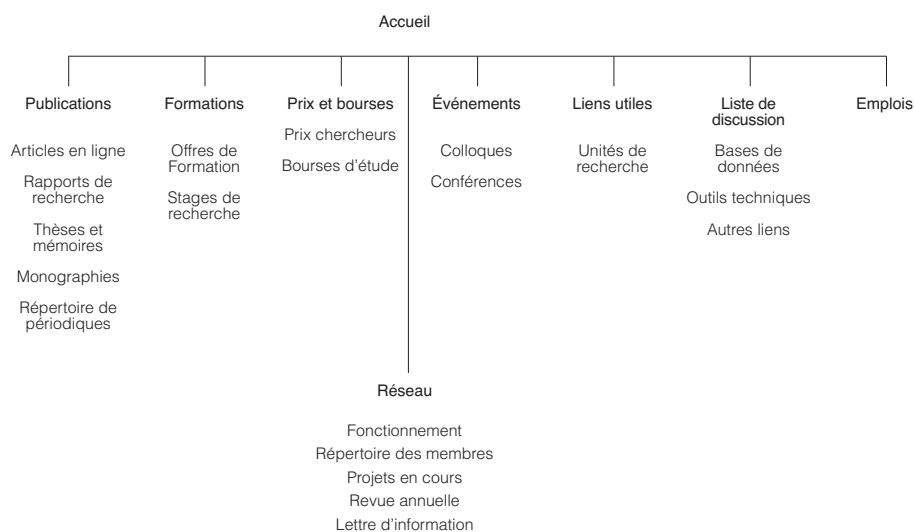
Institut Goethe Montréal (consulté en octobre 2008). *La langue et ton environnement*. Accès : <http://www.goethe.de/INS/CA/MON/wis/umw/frindex.htm>

Réseau École et Nature (2002). *Fonctionner en réseau. D'après l'expérience des réseaux territoriaux d'éducation à l'environnement*. Montpellier : Éditions du Réseau École et Nature.

Réseau francophone international de recherche en éducation relative à l'environnement - RefERE Accès : <http://www.refere.uqam.ca>

Portail du Réseau

www.refere.uqam.ca





La Fondation suisse d'éducation pour l'environnement

La Fondation suisse d'Éducation pour l'Environnement (FEE/SUB) se profile comme le Centre suisse de compétence et de coordination en éducation à l'environnement (EE). Elle s'engage en faveur d'une EE de qualité, adaptée aux besoins de l'école, qui favorise l'acquisition de connaissances de base, de compétences et de valeurs permettant à l'apprenant d'agir de façon autonome et responsable dans la société, vis-à-vis de ses semblables et de l'environnement.

Depuis 1994, grâce au soutien financier de la Confédération (Office fédéral de l'environnement - mandat de prestations), de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin CIIP (mandat de prestations) et de quelques cantons, la FEE/SUB remplit sa mission principale qui consiste à :

- promouvoir et à ancrer l'EE dans le système éducatif suisse (scolarité obligatoire et secondaire II – 4 à 18 ans – formation des enseignant-e-s),
- contribuer à la reconnaissance de l'EE, en tant que composante essentielle d'une éducation au développement durable (EDD) et d'une formation générale de qualité.

Dans cette perspective, en collaboration avec ses partenaires éducatifs, elle a défini comme prioritaire les prestations suivantes :

- **la coordination et mise en réseau** des acteurs, initiatives et processus politiques en EE/EDD,

Fondation suisse
d'éducation pour
l'environnement
FEE

Rte de Pierre-à-Bot 92
CH 2000 Neuchâtel
Tél. +41 32 729 99 20
Fax + 41 32 729 99 29
ramon.martos@sub-fee.ch
www.educ-envir.ch

- **le développement de la qualité** de l'EE dans l'enseignement formel et non-formel,
- **l'évaluation et valorisation** des ressources, informations et démarches de qualité en EE/ED,
- **le conseil et l'expertise** dans l'intégration de l'EE/EDD au sein du système éducatif,
- **l'expérimentation et impulsion** de modèles de projets en EE/EDD.

Rôle dans l'évolution du système suisse de formation

Dans un État fédéral comme la Suisse, les cantons sont souverains en matière de d'éducation. Une conférence nationale (CDIP ¹) et 4 conférences régionales (Romandie et Tessin CIIP ², nord-ouest NW-EDK, Suisse centrale BKZ et Suisse orientale EDK-Ost) sont chargées d'harmoniser les politiques cantonales des départements de l'instruction publique (DIP). Dans ce contexte, la FEE/SUB jouit d'un statut particulier. Elle est en quelque sorte une interface entre les différents systèmes scolaires cantonaux, la Confédération et les institutions extra-scolaires. C'est pour ces raisons, ainsi que pour sa neutralité politique et institutionnelle, qu'elle est sollicitée pour accompagner les grandes réformes du système de formation (mise à jour des plans d'étude régionaux ³ dans le cadre de l'harmonisation de la scolarité obligatoire HarmoS ⁴), tant au niveau régional que national.

Aujourd'hui, la FEE/SUB participe activement au processus d'intégration de l'EDD dans les programmes scolaires et la formation des enseignants, au travers du plan de mesures 2007-2014 EDD ⁵ de la plate-forme Confédération-CDIP ou de la création d'une Agence nationale EDD. Elle co-pilote également un Forum national EDD, co-organise régionalement des journées thématiques EDD (journées pratiques, forums) et soutient la Commission suisse de l'UNESCO dans l'intégration nationale de la Décennie de l'ONU 2005-2014 « Éducation en vue du Développement Durable ».

Travail en réseau et partenariats

Afin d'assurer un effet large et durable à son action, la FEE/SUB privilégie le partenariat et le travail en réseau. Ne collaborant pas directement avec les enseignant-e-s et élèves, exceptés pour des modèles de projets ou projets pilotes, elle agit au niveau des multiplicateurs et s'appuie sur les compétences et réseaux de ses partenaires. Elle coordonne de nombreux réseaux (Réseau franco-suisse d'EE, Réseaux régionaux des acteurs en EE, Réseau des formateurs en EE des hautes écoles pédagogiques, ...) et collabore étroitement avec :

- les autorités éducatives nationales, régionales et cantonales (CDIP, CIIP, DIP),
- les responsables de la formation et de la recherche (HEP, centres didactiques),

- les élus politiques,
- les responsables et acteurs en EE (Confédération, cantons, ONG).

Un fonds pour soutenir les initiatives scolaires

Même si elle ne travaille pas directement avec les praticiens, la FEE/SUB souhaite encourager et appuyer leurs initiatives. Avec le fonds pour projets scolaires en éducation à l'environnement O, doté annuellement de CHF 100'000.-, elle soutient financièrement les enseignant-e-s de l'école obligatoire souhaitant s'engager de manière active et concrète dans la mise sur pied d'un projet scolaire en EE. L'objectif prioritaire de ce fonds étant de favoriser l'intégration de la réflexion environnementale au sein des classes et des écoles suisses.

¹ *Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).*

² *Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP).*

³ *Le plan d'étude romand (PER) pour la région francophone et le plan d'études pour la région alémanique (Lehrplan) définissent un ensemble de connaissances et de compétences que les élèves doivent acquérir, de l'école enfantine à la fin de la scolarité obligatoire. Voir www.cdip.ch/f/CDIP/Geschaefte/HarmoS/harmos_f.html*

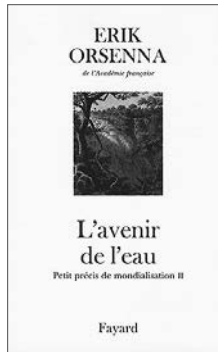
⁴ *Le projet HarmoS vise l'harmonisation de la scolarité obligatoire dans tous les cantons en Suisse et la définition des compétences de base à atteindre au moyen de standards nationaux de formation (à la fin de la 2^e, 6^e et 9^e années scolaires). Voir www.cdip.ch/f/CDIP/Geschaefte/HarmoS/default.html*

⁵ *Le plan de mesures 2007-2014 EDD de la plate-forme Confédération-CDIP vise à soutenir l'intégration de l'EDD dans les plans d'études qu'il est prévu de réaliser à l'échelon des régions linguistiques, ainsi que dans la formation des enseignant-e-s et le développement de la qualité des écoles. Voir www.cdip.ch/f/CDIP/Geschaefte/BNE/default.html*

lectures

Erik Orsenna
L'Avenir de l'eau
Petit précis de mondialisation II

Fayard, 2008
400 pages



C'est réjouissant de lire un livre d'académicien qui met son intelligence et son statut au service de la planète et plonge dans un journalisme de terrain. Après *Portrait du Gulf Stream* en 2005 et *Voyage au pays du coton* en 2006, le voilà qui reprend son bâton de pèlerin et ne ménage pas son humour pour « croquer » les divers interlocuteurs qui se penchent sur l'une ou l'autre des multiples facettes de l'eau : scientifiques, diplomates, médecins, industriels, élus, membres d'associations, de fondations, ou d'administrations, militants... Son style télégraphique donne une immédiateté à l'enquête qu'il a menée pendant deux ans et nous rend témoins complices de ses rencontres.

La première rencontre, c'est l'eau ; chapitre 1, « **le portrait du personnage** » ! Cette personnification est charmante ; on explore « la vraie nature de l'eau » ; sa découverte en tant que couple, (hydrogène, oxygène), ses histoires d'amour, de divorce, de re-mariage. Ses possibilités de destruction, ses capacités de création, sa mouvance, sa cyclité, ses sauts d'humeur, sa générosité, sa multiplicité nous font suivre ses parcours et nous glissent doucement vers le fond de l'histoire : son absolue nécessité et, donc, ses pouvoirs personnels et ses liens avec le pouvoir : politique, terrien, financier. Ses origines et ses rapports avec la vie sont évoqués par des paroles tirées de la Genèse, du Coran, des Védas et finalement de la science.

Et puis le voyage commence. Erik Orsenna fait le « globe-trotter » en visitant les pays et les lieux qui illustrent divers problèmes liés à l'eau. Il procède en examinant de multiples aspects concernant la culture, la

fiche rédigée par
Jane Martin

« Nous rencontrons partout dans ce livre des personnes à la fois compétentes et passionnées, qui œuvrent pour la sauvegarde de l'eau et son utilisation réfléchie par tous les habitants de la planète. »

Jane Martin est licenciée en Sciences naturelles de l'université de Reading en Angleterre, formatrice d'anglais pour adultes, traductrice, et praticienne en médecine traditionnelle chinoise.

géographie, l'histoire, l'économie, l'agriculture, la santé, les technologies, la distribution (ou la non distribution), les catastrophes, les préjugés, l'aveuglement, les vœux pieux, les dénis, les abus, les détournements, les profits... il évoque le terrorisme, les guerres (d'usure et d'autres). Toujours pertinent.

Erik Orsenna nous dessine un « instantané » de la situation à chacune de ses escales; il nous présente les entretiens menés de façon très informelle, avec un ou deux personnages-clés campés par de petites touches parfois assassines, parfois admiratives. Ces témoignages nous permettent d'entrer dans un tableau vivant, centré sur une problématique particulière et locale où l'aspect géopolitique est abordé pour éclairer les conflits d'intérêts.

Il nous fait rencontrer, également, les gens ordinaires situés dans leur contexte, leur paysage. Il nous amène à pondérer les différents aspects des problèmes soumis à examen, et nous présente les démarches entreprises pour les résoudre, les ignorer, les masquer ...

Le côté « esquisse » nous oblige à lire entre les lignes et en tirer nos propres conclusions, ce qui suppose un public relativement averti. (J'avoue que je me suis parfois sentie dépourvue d'informations personnelles me permettant de bien coller tous les morceaux du puzzle pour avoir une vision claire.) Ce n'est pourtant pas un livre qui s'adresse aux experts ; le style enjoué et la pléthore d'exemples permettent une prise de conscience des causes plaidées et des enjeux divers abordés, ainsi qu'un constat des inégalités à tous les niveaux. Nous sommes amenés à comprendre que parfois, dans l'urgence, on oublie le long terme ; nous sommes confrontés aux paramètres, aux technologies, aux recherches, aux intentions variables.

Heureusement, nous rencontrons partout dans ce livre des personnes à la fois compétentes et passionnées, qui œuvrent pour la sauvegarde de l'eau et son utilisation réfléchie par tous les habitants de la planète.

La brièveté de chaque récit en fait un livre stimulant et facile à lire sans qu'on s'enlise dans des détails ou des développements trop complexes ; on peut y piocher à volonté et toujours sortir un morceau de choix. C'est un livre vivant, truffé de faits intéressants et souvent inédits.

Ce carnet de voyage comprend

La sécheresse en Australie, l'île-continent

Au sud-est, nous visitons l'agence du bassin de deux rivières conjointes (le Murray et le Darling), représentant deux fois la superficie de la France, et le centre des activités agricoles. Elles sont endiguées pour faire des « greniers » d'eau pour contre-carrer des inégalités de débit allant de 1 à 4700 ! Mais, les paysans ont fait la même chose (on les comprend) petitement mais partout, et la plupart des eaux pluviales n'atteignent pas leurs rivières, ce qui pose un problème urgent. Le projet d'une

immense infrastructure de régulation (réservoirs, pompes, canaux, dérivations, récupérateurs d'eaux des forêts, stations de dessalement, capteurs de bore, etc...) coûterait deux milliards de dollars (avant les effets escomptés du réchauffement climatique). L'Australie est un pays riche, « *elle va payer. Elle n'a pas le choix.* » Et les pays pauvres face aux problèmes similaires ou pires ?

Israël, en guerre pour la terre et en guerre pour l'eau

Ce pays exploite plusieurs possibilités pour lutter contre la sécheresse : on peut enlever le sel de la mer, ou enlever les eaux – carrément !

Le dessalement de la mer à 40 kilomètres de Tel-Aviv est mené par Véolia, (société française que nous rencontrons plus d'une fois dans ce livre), qui distribue 110 millions de mètres cubes d'eau par an pour un million et demi de personnes après avoir pompé, nettoyé, fait monter en pression (anti-gaspillage), purifié et reminéralisé l'eau de la mer. L'auteur en profite pour comparer les systèmes d'osmose inverse et de la distillation. (N.B. seulement 0,45 % de la consommation mondiale d'eau douce viennent de la mer... pour l'instant ; 40 % de la population mondiale vit à moins de 70 kilomètres d'un rivage marin.)

D'autres techniques de dessalement, de dépollution par des algues, des nénuphars, des poissons, sont à l'étude en plein désert. Y sont menées des expériences prometteuses concernant des méthodes d'irrigation (dont le goutte à goutte), l'utilisation du soleil pour refroidir les maisons, des méthodes de lecture de l'état de la nappe phréatique, etc. Israël est un pays d'innovation « *où se forge une expertise cruciale pour notre avenir (...) une véritable Silicon Valley de l'eau est en train de naître avec des sociétés confirmées qui voisinent des start-ups.* »

Ce pays nous étonne par l'envergure de ses démarches de captation de l'eau : Les monts Taurus rendent la Turquie « *maîtresse des eaux. Ses relations avec Israël étant bonnes, elle a proposé de lui céder, chaque année 50 millions de mètres cubes (transportables par tankers géants ou dans des sacs méduses tirés par des remorqueurs).*

Un projet futur consisterait à lui vendre... une rivière. (...). Une grosse canalisation l'attendrait. Pour plus de sécurité, elle plongerait sous la mer et resurgirait à hauteur de Haïfa. Ressources prévues : plus d'un milliard de mètres cubes par an. Coût : plus de 10 milliards de dollars. (...) Pour l'instant ce projet dort dans les placards. »
No comment.

Par ailleurs, les eaux du lac Tibériade sortent sous forme de la rivière Jourdain, mais sur trois kilomètres seulement, et puis disparaissent dans de gros tuyaux. Sans le souci du tourisme religieux, peut-être que cette rivière se serait faite avaler dès sa sortie du lac ! « *De la rivière légendaire, plus aucune trace, excepté une ligne d'arbres qui matérialise la frontière avec la Jordanie. En revanche, la vallée est mouchetée de pièces d'eau : autant de réserves où viennent puiser tous les champs voisins.* » Que restera-t-il à la Cisjordanie qui commence non loin ?

De toute façon, il ne reste rien pour nourrir la Mer Morte « *qui n'en finit pas de mourir. Que faire ? Construire un canal qui apporterait de l'eau puisée dans la mer Rouge. Red-Dead, (Rouge-Morte) pourrait voir le jour dans une dizaine d'années. Les études sont déjà financées.* »

Des représentants des autorités israéliennes et palestiniennes, de chaque côté de la ligne verte, ne voient pas les choses de la même façon, et se disputent par polémique interposée. Les palestiniens disent perdre 85 % de leurs eaux à Israël qui puise au pied des montagnes pour capturer les précipitations. C'est la faute à la géographie ; de l'autre bord, le ministre de l'environnement israélien s'énerve : « *La Cisjordanie est plus haute qu'Israël. Leurs eaux descendent vers nous. S'ils ne traitent pas leurs rejets, nous les recevrons. Très, très désagréable. Et dangereux pour notre santé. Tout le monde fait des efforts pour l'environnement, pourquoi pas eux ?* »

L'ingénieur à Ramallah, un homme doux et d'une patience infinie, dit : « *mes compatriotes ont besoin d'eau, pas de la colère* » ; il a une analyse quelque peu résignée, « ***Quand les Israéliens comprendront-ils que chaque piscine engendre cent terroristes ?*** » Et les Palestiniens préparent la guerre par une frénésie d'enfantement ; on engendre pour résister et pour envahir. « *Quelle eau (...) éteindra ce feu ?* »

L'Europe : question de captation d'eau chez nous - est-ce à contre-courant ?

L'Espagne découvre qu'elle manque d'eau. Barcelone concentre 5 millions d'habitants. Les solutions (en dehors du recyclage et des mesures d'économie d'eau) comprennent :

1. le détournement de certains cours d'eau pour épauler le Llobregat local ;
2. l'achat coûteux (10 euros le mètre cube) des eaux véhiculées par bateau-citerne (Andalousie, le sud de la Catalogne et Marseille) ;
3. le dessalement ; « *Avec six usines en fonctionnement et vingt autres en projet, l'Espagne a clairement choisi sa stratégie prioritaire : dessaler la Méditerranée* » ;
4. le secours du Rhône ! « *Un aqueduc est envisagé. Il puiserait sa ressource aux alentours d'Arles. Le Conseil d'État a reconnu la notion d'utilité publique « européenne » fondée sur le traité de Rome. C'est-à-dire que les Français peuvent être désormais expropriés pour faire passer un ouvrage destiné à apporter de l'eau aux Espagnols.* »

Singapour (4,5 millions d'habitants sur 580 kilomètres carrés)
vise l'autonomie économique et l'ultra pureté de l'eau – une belle liaison

L'alliance entre un état fort et prospère et un secteur privé dynamique (souvent étranger – 4000 entreprises internationales) est la recette principale. Par ailleurs,

cette île état est « *une des premières plateformes du capitalisme mondial* » et repose aussi sur un « *quasi-million de travailleurs étrangers, peu payés et point protégés.* »

L'eau est gérée par un établissement public en absolu monopole sur la production et la distribution. Il y a « *quatre robinets : l'eau de pluie, l'eau usée traitée, l'eau desalée en provenance de la mer, et l'eau vendue par la Malaisie.* Il y a 14 (bientôt 17) réservoirs : le « *Fort Knox de Singapour : ce stock d'eau vaut une encaisse or.* » *L'eau est une métaphore parfaite du lien. Célébrer l'eau c'est glorifier la société. (...) Autre avantage : sous couvert d'eau, on peut parler d'argent, le vrai roi de Singapour. (...) L'argent, comme l'eau, c'est la vie. La croissance économique, comme l'eau, doit être 'soutenable'...* »,

À Calcutta, par contre, l'eau, c'est la mort

Le choléra est LA maladie de l'eau et les averses de la mousson. À partir de l'Inde les vibrions se sont mondialisés, avec régulièrement des épidémies aux différents coins de la planète. Le remède le plus (apparemment) simple, c'est l'eau, car la diarrhée fait perdre jusqu'à un litre d'eau par heure. Une réhydratation avec de l'eau propre, du sucre du sel suffisent à la guérison car cinq ou six jours plus tard les bactéries se lassent de l'intestin et s'en vont. Sinon, les antibiotiques permettent une guérison quasi-instantanée. « *Le choléra a pour terreau l'urbanisation anarchique.* » Où l'hygiène parmi les gens de Calcutta, qui sont d'une propreté personnelle méticuleuse, est impossible car toutes les sources d'eau sont sales ou polluées, où les quelques réseaux d'assainissement sont souvent défectueux ou non opérationnels où les gens vivent et travaillent dans la boue et la chaleur, entassés au-delà de ce qu'on peut imaginer» C'est la contamination galopante. « *L'eau et l'assainissement, c'est un couple, le couple indissociable de la bonne santé.* » Les médecins qui se dévouent pour aider cette population demandent à ce que cela se sache. Mais que faire contre une telle pauvreté ?

Nous suivons l'auteur à d'autres destinations, aussi nombreuses que variées, dont :

- l'hôpital mobile et les inondations sur le Brahmaputra au **Bengladesh**,
- le domptage des fleuves en **Chine**,
- différentes questions africaines : **Alger, le Tchad, le Sénégal**
- un regard sur **Las Vegas** et ce qui reste du Colorado,
- les leçons de **l'Amérique latine**.
- la **Bretagne** (une Chine miniature)...

Parmi les considérations globales, un dernier point focalise l'eau **virtuelle**, c'est-à-dire le nombre de litres d'eau nécessaire à la production d'un kilo d'une denrée alimentaire: lait (790) ; riz (1400) ; porc (4600) ou bœuf (13500) ! Un Américain avec un régime riche en viande consomme **5400 litres d'eau virtuelle par jour**, un végétarien 2600 ; c'est un facteur de la réalité ignorée qui devrait orienter le commerce mondial.

Erik Orsenna tire de ce périple mondial des ensembles de faits qui dessinent les réalités du système propre à chaque localité ; il renseigne sans dramatisation, sans

préjugé et révèle une multiplicité de techniques de survie, allant des comportements les plus simples aux technologies les plus élaborées. Ce livre est un grand cri à la solidarité mondiale ; c'est son seul parti pris. Il en retire sept convictions :

1. « Au commencement de toute humanité, de toute dignité, de toute santé, de toute éducation, de tout développement est l'eau. **Et l'accès à l'eau n'est rien si ne lui est pas joint un réseau d'assainissement**. Et nulle inaction n'est plus coupable que l'incapacité de la communauté internationale et l'indifférence des gouvernements en ce domaine. Proclamés solennellement en 2000 par 189 pays, les objectifs du millénaire étaient de réduire de moitié, en 2015, le nombre d'humains n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement. Moins de 5 % de l'aide au développement ... y sont consacrés...

2. L'eau vient de la nature. **Préserver le milieu naturel est donc la meilleure manière de garantir la ressource**. Et ceux qui se moquent de dégrader parce qu'il existe des techniques de dépollution, ceux-là sont des gens coûteux, pire, des irresponsables (...). L'eau est, presque toujours, un **produit** manufacturé. Cette production et ce service ont un coût. Un bien qui a un coût ne peut être considéré comme **gratuit**. Mais quand il a de l'importance de l'eau, c'est forcément une ressource qui doit être partagée, un **bien commun**.

3. Toute eau est liée à des **lieux**. Car, l'eau étant très inégalement répartie sur notre planète... (Et) étant lourde et fragile, il n'existe pas de marché mondial de l'eau. Par suite, toute réponse aux besoins d'eau est forcément **locale**. Corollairement, aucune solution technique n'est valable partout. S'il y a de mauvais barrages, il en est d'excellents. Si dessaler la mer menace ici les écosystèmes, plus loin l'opération sera sans risque et rendra d'irremplaçables services. Tout dépendra toujours de la géographie.

4. Étant donné sa double importance, réelle et symbolique, l'eau, source de vie, relève toujours d'une **responsabilité politique**...

Apprendre à se répartir l'eau, c'est apprendre à vivre ensemble, la gestion de l'eau est un formidable laboratoire où, crise après crise, s'invente la démocratie!

5. **Deux préférences sont fort dommageables**. Trop de présidents, trop de ministres, trop de maires sont deux fois coupables :

- de préférer le visible à l'invisible, des solutions qui se voient à des stratégies **d'économie et de recyclage** (...)
- de (...) dédaigner l'assainissement.

6. **À l'illusion de la gratuité, préférons l'obligation de solidarité**.

Si l'eau n'est pas gratuite, puisqu'elle a un coût, est-ce dire que les plus démunis qui n'ont pas les moyens de payer l'eau, doivent en être privés ? Je pense l'exact contraire. La solidarité minimum qu'on peut attendre d'une communauté, c'est de permettre à tous de recevoir sans payer les 50 litres d'eau quotidiens nécessaires à la vie de chacun.

7. Même optimiste de nature et par morale, le voyageur, revenu de son tour du monde, sent sourdre en lui une autre angoisse. Pollution, surproduction, érosion, urbani-

sation...Partout les surfaces cultivées manquent, partout les sols s'épuisent. Où allons-nous développer l'agriculture capable de nourrir 9 milliards d'êtres humains, La crise globale de l'eau n'aura pas lieu. La crise de la terre commence... »

L'auteur propose le site : www.erik-orsenna.com/blog pour continuer à nourrir le débat, et une bibliographie :

L'Eau - Géopolitique, enjeux, stratégies, Frank Galland, Paris, CNRS éditions, 2008

L'Eau dans le monde, Yves Lacoste, Larousse, Paris, 2008

L'État de l'eau en France, Caroline Idoux, Delachaux et Niestlé, Paris, 2007

Nourrir la planète, Michel Griffon, Paris, Odile Jacob, 2006

Nourrir les hommes, Sylvie Brunel, Paris, Larousse, à paraître début 2009

L'Eau, un trésor en partage, Ghislain de Marsily, Dunod

J'attire l'attention sur deux livres qui proposent chacun un voyage au cœur de l'eau :

Le Chaos sensible, création de formes par les mouvements de l'eau et de l'air.

Theodore Schwenk (Allemagne, 1962), deuxième édition française 1990, préface du Cdt. Cousteau, Editions du Centre Triades, Paris.

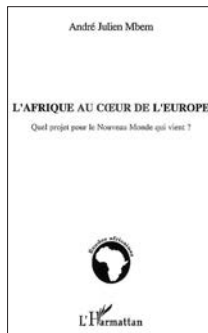
L'essentiel est dit dans le titre ; l'auteur révèle le fait que les tissus de tout organisme, dès le départ de la vie, sont en quelque sorte « moulés » sur les interfaces aérodynamiques de l'un et l'autre de ces éléments mouvants. Il y a dessins et photos à l'appui. Par exemple le spiralé de l'infrastructure protéique de l'os est une forme de transcription dans la matière des chaînes rythmiques tourbillonnaires de l'eau, telles qu'on peut les observer dans la nature et/ou en laboratoire d'hydrologie. Nous découvrons les surfaces sensibles de l'eau, modelée par ses propres lois, qui n'a jamais cessé de transmettre ces formes à la vie, voire, d'en être sa planche d'envol. Un livre à la fois scientifique et spirituel, ainsi que le suivant.

Les Messages de l'eau, Masaru Emoto.

Dr. Emoto a mis au point un procédé pour photographier les cristaux individuels d'eau. Ces images montrent et démontrent la qualité de l'eau, sa pureté (cristaux élaborés), sa pollution (cristaux très imparfaits ou absents). Nous pouvons constater que la musique, les paroles et les pensées ont un impact sur la cristallisation. C'est un sujet sensible car il est encore question de la mémoire d'eau et ses possibilités thérapeutiques. À examiner.

André Julien Mbem
**L'Afrique au cœur
de l'Europe**
Quel projet pour le Nouveau
Monde qui vient ?

L'Harmattan/Études africaines, 2007
137 pages



A. J. Mbem, philosophe camerounais, spécialiste de littérature comparée nous propose ici un essai résolument positif sur les relations Afrique/Europe, une réflexion sur les rapports anciens et récents entre les deux continents. Un livre utile, notamment pour les enseignants qui ont un public métissé, qui contredit le « choc des civilisations » et puise dans le passé des raisons d'espérer en un avenir commun à l'heure de la mondialisation. Sans nier les heurts, les épreuves et les pages noires de notre histoire commune, l'auteur met en avant délibérément les relations positives.

L'Égypte pharaonique, parce qu'elle se trouvait à la charnière de deux mondes, a été un lieu d'échanges et de brassages des biens, des idées, des populations, elle a accueilli des grands noms de la Grèce comme Pythagore ou Platon mais aussi des peuples du Sud, elle a ainsi laissé des traces tant dans les cultures européennes qu'africaines. L'auteur compare en particulier l'aïdos au griot, le rapport au divin, l'agora et l'arbre à palabres. Dans sa recherche de convergences entre cultures africaines et européennes il montre aussi des similitudes dans le rapport à la mort, les pratiques rituelles en interrogeant les influences noires dans le judaïsme (de la reine de Saba aux Falachas d'Ethiopie) et dans le christianisme antique (monachisme, saint Augustin). Dénonçant la confusion entre Islam et « arabité », il montre le rôle de passeur de savoirs du monde musulman médiéval d'Averroès à la Sicile normande ou à la ville de Tombouctou, et propose ainsi une piste d'ouverture pour le programme de seconde. L'évocation de la traite et de la colonisation

fiche rédigée par
**Christianne
Peyronnard**

*« L'Afrique comme
L'Europe d'aujourd'hui
sont le produit de la
rencontre entre les de
ux continents, avec
des influences
réciproques dans
les domaines de la
pensée comme de
l'art. »*

Christiane Peyronnard, professeur-formatrice en histoire et géographie à l'IUFM de Grenoble, est aujourd'hui en retraite et membre du conseil d'administration de l'association Pays de Savoie solidaires.

débouche sur des intellectuels emblématiques d'un croisement culturel : Dumas, Césaire, Senghor ou Joséphine Baker et l'influence de la culture noire sur les arts européens de Cendrars aux surréalistes.

L'auteur porte ensuite une analyse sans concessions des rapports France/Afrique depuis la décolonisation : exploitation économique, assimilation culturelle et domination politique, rapports dominés par une vision européocentrée. Aujourd'hui les banlieues sont le lieu de construction d'un nouvel humanisme métissé pour un nouveau vivre ensemble.

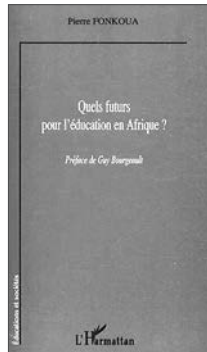
Le troisième chapitre invite à une réflexion sur la naissance d'une communauté politique, sur la nation. Rejetant l'idée d'une origine commune, il montre que la communauté est une construction volontaire en s'appuyant sur l'exemple de la construction européenne. Il plaide pour un dépassement des nationalismes nés du XIX^e siècle en Europe ou de la décolonisation en Afrique et pour un rejet des préjugés réciproques (nationalistes ou ethnistes). Il fonde l'élaboration un nouveau modus vivendi par delà une histoire parfois chaotique entre Afrique et Europe sur l'expression de Senghor: « rendez-vous du donner et du recevoir ». La définition d'un co-développement dans un monde ouvert pose la question des migrations vers l'Europe mais aussi intra-africaines.

Le dernier chapitre est une lecture de l'actualité : refus d'une perception trop « homogène » de la présence noire en France, lecture des programmes des candidats à l'élection présidentielle (UMP, UDF, PS) et la confrontation au réel. L'auteur conclut sur le rôle fondamental des diasporas africaines dans le co-développement au-delà des transferts d'argent.

L'Afrique comme l'Europe d'aujourd'hui sont le produit de la rencontre entre les deux continents, avec des influences réciproques dans les domaines de la pensée comme de l'art. « Il y a urgence à concevoir le politique en Europe et en Afrique dans l'horizon durable d'un nouveau projet de civilisation entre ces deux entités que l'Histoire rapproche à pas de géants. Au-delà de l'angoisse de l'urgence, existe un espoir que renforcent les jalons d'une commune qui se met en place entre Européens et Africains, des jalons que le métissage ethnique et culturel accélère depuis l'ouverture des autoroutes de l'information et de la communication et l'explosion des migrations. » (p. 73)

Pierre Fonkoua
Quels futurs pour
l'éducation en Afrique?

L'Harmattan, 2006
204 pages



Cet essai se veut une réflexion sur l'avenir des systèmes éducatifs africains, il pose la question de la place de l'éducation pour le développement du continent à l'ère de la mondialisation. L'auteur propose une analyse des systèmes existants et une démarche prospective large, ouverte sur le développement d'une éducation respectueuse des valeurs des sociétés africaines. La réflexion porte tant sur les systèmes éducatifs que sur les formes d'éducation extra scolaires, éducation formelle et informelle, un défi pour l'éducation en Afrique entre « effondrement de la famille, la communauté, la classe d'âge », inégalités économiques mondiales et situations de conflits. Cet ouvrage est construit comme une réflexion personnelle à haute voix. Les idées y sont tantôt développées tantôt seulement évoquées au fil des onze chapitres non sans quelques répétitions. En somme, le manifeste d'un homme fortement engagé dans l'évolution du système scolaire de son pays et dans la réflexion à l'échelle du continent.

Il s'agit tout d'abord d'un état des lieux : l'école africaine à l'heure des choix ou comment construire un système éducatif à la fois ouvert sur le monde et recentré sur la spécificité africaine. Face aux défis de la mondialisation, l'école paraît peu apte à la formation professionnelle, en inadéquation avec l'emploi; l'écart entre formation théorique et demandes du monde du travail s'accroît. La solution, pour l'auteur, réside dans la nécessité de développer l'autonomie et la responsabilité des apprenants.

L'éducation se doit de relever le défi des écarts croissants entre jeunes et adultes, villes et campagnes, élite et

*fiche rédigée par
Pierre Fonkoua*

« Un livre sur l'école en Afrique mais qui par bien des aspects peut être « relu » pour une réflexion sur l'école en général. »

Pierre Fonkoua est diplômé en sciences de l'éducation de l'université de Caen et de l'université de Montréal. Il enseigne à l'école normale supérieure de Yaoundé au Cameroun. Il est coordonnateur national du ROCARE-Cameroun (UNESCO), membre du comité scientifique du PASEC/CONFEMEN, membre associé aux travaux du CRHES de l'université Lumière Lyon II, et intervenant au Forum mondial de l'éducation de Porto Alegre

masses. La réflexion porte sur les notions de projet éducatif de l'établissement scolaire et d'éducation de base intégrant école et milieu. C'est un plaidoyer pour une ouverture à la diversité, à la communication inter-ethnique, pour la valorisation du pluralisme. L'école doit être un lieu central d'une éducation inter culturelle.

L'enjeu est défini comme l'élaboration d'un projet éducatif et culturel non soumis au modèle occidental issu de la colonisation et capable d'aider à un développement endogène intégrant les dimensions d'éducation à l'environnement, aux économies d'énergie et à l'informatique. L'auteur insiste sur la nécessité d'identifier les valeurs éducatives pour l'avenir, sa réflexion est réellement prospective et inscrite dans le monde globalisé et technique du *xxi*^e siècle. Il se réfère aux stratégies pédagogiques centrées sur l'élève et sur les besoins de la société africaine; il nous propose l'analyse de la Nouvelle Approche Pédagogique initiée au Cameroun : former l'élève personne pour une acquisition de compétences transférables dans son environnement.

L'auteur montre ensuite l'intérêt d'une politique décentralisée des systèmes éducatifs pour une meilleure adaptation aux réalités locales.

Pour répondre à la question : Comment l'école peut-elle promouvoir la diversité culturelle dans un monde globalisant ou quelles réponses sont possibles face à la mondialisation ressentie plus durement en Afrique qu'ailleurs dans le monde, l'auteur montre que les modèles éducatifs mis en œuvre entre 1960 et 1990 ont été plus calqués sur le modèle occidental que destinés à répondre aux besoins des pays du Sud. À partir d'un état des lieux des écoles urbaines il montre qu'une articulation entre programmes d'enseignement et questions urbaines serait un début de réponse. Sa réflexion porte en particulier sur l'architecture scolaire : créer un lieu d'apprentissage social et une école ouverte à toutes les classes d'âge. Il met en évidence les synergies entre espace scolaire et choix psychopédagogiques. Selon lui, l'éducation à l'environnement et à l'inter culturel, vers une « citoyenneté mondiale » doivent être les fondements de l'école de demain pour répondre aux enjeux du *xxi*^e siècle.

La nécessité d'une refonte des systèmes éducatifs africains est défendue avec vigueur autour de plusieurs idées : quelles valeurs pour quel type de société, quelle intégration des jeunes dans le monde économique, comment resituer les apprentissages dans l'environnement immédiat de l'élève pour développer le sens des responsabilités, quels contenus pour programmes scolaires tournés vers le développement économique des communautés ?

En charge de la formation des enseignants, l'auteur évoque la place de l'université dans cette évolution : une plus grande autonomie et ouverture vers les personnes âgées. Les coopératives étudiantes pourraient être à la fois un lieu d'apprentissage de la responsabilité et un terrain pour les exercices universitaires. L'université doit être ouverte tant vers les communautés locales qu'internationales, elle doit définir une éthique : vers quel type d'homme et de société tout en développant le professionnalisme dans une démarche de planification/évaluation.

L'auteur aborde alors la question de la formation des enseignants, il trouve ses références en particulier dans les études canadiennes ; il fait une place importante à la dimension éthique et à l'intégration de la recherche pédagogique comme facteur d'évolution des futurs enseignants.

Le chapitre 10 est consacré à l'urgence de développer une éducation à l'environnement pour l'avenir du continent africain, qui réponde aux questions d'éducation à la paix, la santé, la tolérance et la citoyenneté. C'est l'occasion d'un rappel du contexte du sommet de Rio et de l'action de l'UNESCO (Charte de Belgrade). Sont abordées ensuite l'intégration des « NTIC », une présentation théorique de son intérêt notamment pour la formation permanente des enseignants et la place à faire à une éducation des personnes âgées pour préserver leur rôle social.

Le dernier chapitre revient sur les perspectives : planification et finalités éducatives. C'est un plaidoyer pour la complémentarité des valeurs individuelles et collectives à mettre au cœur du projet éducatif, vers une définition africaine du projet scolaire ni tradition ni modèle occidental qui présente comme valeur dominante le travail. L'auteur propose deux grands chantiers: la formation scientifique des filles et le développement de la recherche en éducation.

Le chapitre 6 qui propose de mettre en parallèle architecture scolaire et finalités, espace vécu de l'école et choix pédagogiques apporte des éléments précieux pour qui réfléchit à l'évolution souhaitable du système scolaire français. De même, on ne peut qu'être d'accord avec la conclusion de l'auteur : nécessité de valoriser la fonction enseignante et ouverture de l'école.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 21 DÉCEMBRE 2008
AU SOLSTICE D'HIVER
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE CAYOL
À DIE DANS LA DRÔME

En ce début de troisième millénaire, l'humanité n'a jamais disposé d'autant de ressources matérielles et de richesses humaines. Et pourtant, du Nord au Sud, le déséquilibre mondial est multiforme, le « mal développement » général. Personne ne doute qu'un autre monde soit souhaitable tant celui qui existe est menaçant et menacé. Mais quel monde ? L'éducation au développement et à la solidarité internationale représente aujourd'hui un enjeu d'intérêt public ; elle est mise en oeuvre par une multitude d'acteurs publics ou privés qui partagent le souci de donner des clés de lecture pour développer le sens critique et l'ouverture au monde. C'est à ces différentes catégories d'acteurs que ce nouveau numéro de *Chemin de Traverse* prête la plume.

revue publiée avec le soutien financier de

RhôneAlpes Région



12,50 €

ISBN : 978-2-9527223-3-9